

COMMUNE DE SORGUES  
7.1.2

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 FEVRIER 2019**

L'an deux mille dix-neuf, le **vingt-huit février** à dix-huit heures trente, les membres du conseil municipal, légalement et individuellement convoqués le vingt et un février, se sont réunis dans la salle du conseil municipal du centre administratif, sous la présidence de Monsieur Thierry LAGNEAU, Maire.

Présents : T. LAGNEAU – S. GARCIA – S. FERRARO – D. DESFOUR – C. PEPIN – R. PETIT – F. THOMAS – S. SOLER – C. RIOU – J. GRAU – E. ROCA – D. RENASSIA – P. COURTIER – JF LAPORTE – P. DUPUY – M. NIQUE – T. ROUX – M. PEREZ – G. GERENT – G. ENDERLIN – C. MATHIEU - V. POINT

Absents : A.M. KOVACEVIC – ST FERRARO – V. JULLIEN – A. JACQUARD

Représentés par pouvoir : V. MURZILLI – A. MILON – I. APPRIOU – S. LAGNEAU – V. TORMO – E. CATILLON – R. PATURAUX

A été nommée secrétaire de séance : C. PEPIN



**DCM\_2019\_02\_n° 01**  
**VOTE DU DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (DOB) SUR LA BASE DU RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES (ROB) 2019**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2312-1 ;

**Vu** la Loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 ;

**Vu** le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire ;

**Considérant** que le ROB 2019 a fait l'objet d'une discussion entre les élus au cours de la séance du Conseil Municipal ;

**Sur** le rapport présenté par Stéphane GARCIA,

**Après** en avoir délibéré,

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire 2019 et de l'existence du rapport sur la base duquel s'est tenu ce débat.

***Acté à l'unanimité***

Pour extrait conforme,  
Le 28 février 2019  
Le Maire,



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu de la réception  
en Préfecture le 05/03/19 de la publication n° 2019-02-01  
Le Maire  
Pour le Maire et par délégation,  
Le Directeur Général des Services,  
Bertrand COMBES



## **Rapport d'orientations budgétaires 2019**

## SOMMAIRE

|   | Pages     |
|---|-----------|
| <b><u>LE CONTEXTE :</u></b>   | <b>3</b>  |
| <b><u>PRESENTATION DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE</u></b>                    | <b>5</b>  |
| PRESENTATION DE LA FISCALITE  | 7         |
| PRESENTATION DES DOTATIONS  | 9         |
| LES PRODUITS DES SERVICES   | 10        |
| LES PRODUITS DE GESTION   | 10        |
| PRESENTATION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT   | 10        |
| PRESENTATION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT   | 12        |
| LES RELATIONS FINANCIERES AVEC L'INTERCOMMUNALITE   | 16        |
| L'EVOLUTION PATRIMONIALE  | 16        |
| <b><u>LES BUDGETS ANNEXES</u></b>   | <b>17</b> |
| LE BUDGET ASSAINISSEMENT  | 17        |
| LE BUDGET DES TRANSPORTS URBAINS  | 18        |
| LE BUDGET DES POMPES FUNEBRES   | 19        |
| LE BUDGET DE LA CUISINE CENTRALE  | 20        |
| <b><u>ANALYSE PROSPECTIVE</u></b>   | <b>22</b> |
| <b><u>ANNEXES</u></b>   | <b>28</b> |
| RESUME DE LA NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE DE DECEMBRE 2018                                | 28        |
| PRESENTATION DES PRINCIPAUX POINTS DE LA LOI DE FINANCES 2019 ET DE LA LOI DE PROGRAMMATION | 28        |
| GESTION DE LA DETTE BUDGET PRINCIPAL AU 31/12/2018  | 31        |
| GESTION DE LA DETTE BUDGET ASSAINISSEMENT AU 31/12/2018                                     | 37        |
| RESSOURCES HUMAINES   | 38        |

## LE CONTEXTE :

### LE CONTEXTE ECONOMIQUE :

*Basé sur la note de conjoncture de l'INSEE de décembre 2018 :*

#### Le Contexte International et européen

Le contexte international est marqué par le resserrement monétaire engagé outre atlantique dont les économies émergentes pourraient pâtir.

L'activité américaine a gardé sa vigueur en 2018, soutenue par les réductions fiscales. Toutefois, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises devraient revenir à un rythme de croissance plus modéré en 2019. Les Etats-Unis font peser sur le commerce mondial la menace de nouveaux relèvements des tarifs douaniers. Ceux-ci pourraient peser sur les flux et ralentir le commerce mondial.

La zone euro a montré des signes d'essoufflement au troisième trimestre 2018. L'activité italienne a marqué le pas tandis que l'économie allemande a freiné du fait des difficultés d'adaptation de la production automobile allemande à la nouvelle norme anti-pollution. A cela s'ajoutent des problèmes internes en Europe avec les modalités du Brexit à venir (qui risque de limiter le commerce et l'activité de ses principaux partenaires), les incertitudes budgétaires italiennes (avec la mise en place du budget et la procédure européenne visant à en limiter le déficit) ou encore les tensions sociales en France. Malgré les soutiens budgétaires dans quelques pays, l'activité de la zone euro devrait poursuivre son ralentissement en 2019 notamment du fait de la fin du rattrapage économique à la suite des récessions passées qui se termine emportant avec lui le dynamisme économique associé. De plus, les incertitudes politiques et budgétaires de la zone euro pourraient freiner les investissements et générer de l'inquiétude sur les marchés financiers.

#### Le Contexte Français

Après un début d'année maussade, l'économie française s'est redressée cet été du fait du retour à la normale de facteurs ponctuels (grèves dans les transports ferroviaires notamment).

L'activité devrait être portée en 2019 principalement par la demande intérieure. L'investissement des entreprises serait dynamique encore début 2019 même si depuis début 2018, le climat des affaires se replie de manière quasi continue. L'investissement des ménages continuerait de reculer. La consommation des ménages se redresserait par contre sous l'effet des mesures de soutien au pouvoir d'achat. Le rythme modéré des créations d'emplois ne permettrait qu'une lente diminution du chômage.

Le comportement de consommation des ménages français constitue cette année un des aléas susceptibles d'affecter les prévisions à la hausse comme à la baisse (de par la durée ainsi que les conséquences du mouvement social des gilets jaunes ainsi que les modalités concrètes de mise en œuvre des mesures de soutien au pouvoir d'achat). De plus, les changements de calendrier de collecte de l'impôt sur le revenu pourraient également affecter, à la hausse comme à la baisse les comportements de consommation des ménages.

### LE CONTEXTE DES COLLECTIVITES LOCALES :

*Basé sur la Note de conjoncture de la Banque Postale relative aux finances locales de septembre 2018.*

En 2018, les communes devraient bénéficier d'un net rebond de leur épargne brute suite à l'évolution contenue de leurs dépenses de fonctionnement et des recettes fiscales énergiques. Les dépenses d'investissement devraient augmenter nettement pour la deuxième année consécutive et seraient largement autofinancées.

Le dynamisme des recettes fiscales s'explique à la fois :

- par la revalorisation forfaitaire des bases des taxes d'habitation et foncières de 1.2% l'utilisation du levier fiscal par les communes étant restée limitée cette année.
- l'évolution des droits de mutations à titre onéreux.

Les dotations de l'Etat et les compensations d'exonérations se stabilisent en 2018 les ponctions au titre de la contribution au redressement des finances publiques ayant cessées. Pour autant, certaines communes ont vu à nouveau leur dotation forfaitaire diminuer du fait de l'écrêtement visant au financement de l'accroissement des sommes dédiées à la péréquation.

Les dépenses de fonctionnement progresseraient en 2018 sur un rythme modéré mais plus élevé qu'en 2017. Les frais de personnel évolueraient de 0.3% la quasi stabilité étant permise notamment par le décalage d'un an des mesures relatives au Protocole parcours professionnels carrières et rémunérations (PPCR), la stabilité du taux employeur de la CNRACL, la réinstauration du jour de carence et la diminution du nombre de contrat aidés. Ce sont donc les charges à caractère général qui tirent l'évolution des dépenses du fait de la reprise de l'inflation principalement.

Ces évolutions permettraient à l'épargne brute des communes d'augmenter de 6.4% en 2018. Cette tendance dégage des marges de manœuvres au financement de l'investissement dans une période du cycle électoral propice à celui-ci. Les investissements seraient donc en augmentation en 2018. Les recettes d'investissement hors dette sont de plus portées par des recettes de FCTVA en lien avec l'augmentation des dépenses d'investissement des dernières années.

Les dépenses de fonctionnement 2019 devraient être affectées pour les dépenses de personnel par la reprise des mesures du PPCR même si le point d'indice devrait rester gelé et pour les dépenses à caractère général par une inflation moins importante qu'en 2018 mais globalement plus élevée que la moyenne des dernières années.

Les recettes de fonctionnement 2019 seront quant à elles impactées par la deuxième année d'application de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales le dégrèvement passant à 65%. Les arbitrages du gouvernement pour compenser le manque à gagner des communes et départements pourrait faire l'objet d'un projet de loi spécifique au cours du premier semestre 2019. Les dotations de solidarité devraient augmenter le financement se faisant par prélèvement sur d'autres dotations du bloc communal.

## PRESENTATION DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA COLLECTIVITE

Après un exercice 2017 marqué par la dégradation des soldes intermédiaires de gestion, 2018 voit à nouveau augmenter l'épargne brute.

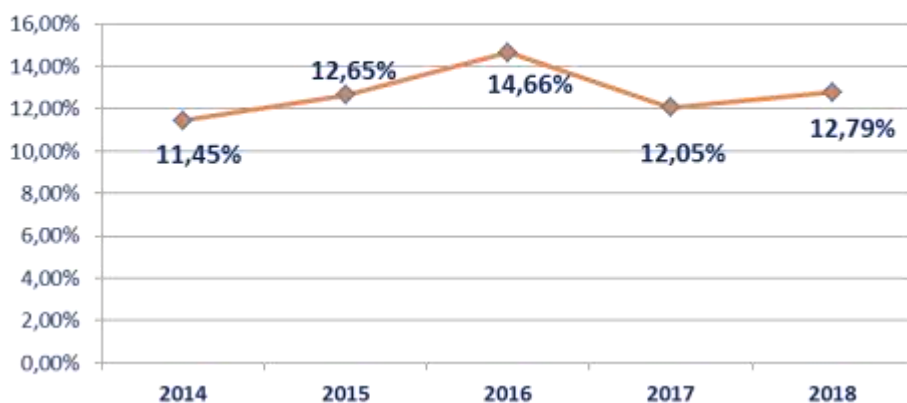
Celle-ci croît de 248 000 € soit 9% portant le taux d'épargne brute à 12.79% soit quasiment son niveau de 2015.

Cette sortie de l'effet ciseaux observé en 2017 est possible grâce au dynamisme des recettes de fonctionnement face à la quasi stabilité des dépenses qui génère de l'épargne :

- les charges de fonctionnement courant sont stables en 2018 (augmentation de 86 295 €). Pour autant, on observe de fortes disparités dans l'évolution des dépenses. Les charges à caractère général augmentent en effet de 10% retrouvant leur niveau de 2015 après plusieurs exercices de baisse. Cette augmentation conséquente est absorbée par la diminution sensible des subventions aux associations, de la subvention d'équilibre à la cuisine centrale mais également par la suppression du prélèvement de l'Etat au titre de la loi SRU.

- les recettes de fonctionnement augmentent quant à elles de 2% principalement sous l'effet de l'augmentation des recettes des contributions directes de 312 660 € et de celles dues aux loyers.

### Evolution du Taux d'Epargne Brute



**CHAINE DU FINANCEMENT : MONTANT**

| €  | 2014              | 2015              | 2016              | 2017              | 2018              |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Produits fonctionnement courant stricts                          | 25 521 515        | 25 320 473        | 25 881 867        | 23 975 043        | 24 415 631        |
| Impôts et taxes  | 18 484 467        | 18 970 718        | 20 139 663        | 18 611 046        | 18 973 662        |
| Contributions directes   | 9 307 745         | 9 635 981         | 9 649 295         | 9 065 767         | 9 378 427         |
| Dotation communautaire reçue                                     | 7 901 781         | 7 901 629         | 9 067 647         | 8 106 747         | 8 106 747         |
| Reversements conventionnels reçus                                | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Attribution FPIC   | 149 193           | 185 740           | 240 279           | 83 703            | 57 412            |
| Solde impôts et taxes  | 1 125 748         | 1 247 368         | 1 182 442         | 1 354 829         | 1 431 076         |
| Dotations et participations                                      | 5 242 587         | 4 669 699         | 3 997 115         | 3 604 404         | 3 536 408         |
| DGF  | 3 030 823         | 2 520 709         | 1 991 617         | 1 695 564         | 1 648 383         |
| Fonds de péréquation divers                                      | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Compensations fiscales   | 626 515           | 622 722           | 549 749           | 595 683           | 603 393           |
| Compensations pertes de bases                                    | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| FCTVA fct  |                   |                   |                   | 0                 | 16 505            |
| Solde participations diverses                                    | 1 585 249         | 1 526 268         | 1 455 749         | 1 313 157         | 1 268 127         |
| Autres produits de fct courant                                   | 1 794 461         | 1 680 056         | 1 745 089         | 1 759 592         | 1 905 561         |
| Produits des services  | 1 297 698         | 1 260 322         | 1 311 893         | 1 349 741         | 1 258 227         |
| Produits de gestion  | 496 763           | 419 734           | 433 196           | 409 851           | 647 334           |
| Produits divers d'exploitation                                   | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Atténuations de charges  | 127 840           | 124 873           | 100 419           | 81 998            | 133 046           |
| <b>Produits de fonctionnement courant (A)</b>                    | <b>25 649 355</b> | <b>25 445 346</b> | <b>25 982 286</b> | <b>24 057 041</b> | <b>24 548 678</b> |
| Produits exceptionnels larges                                    | 120 238           | 136 432           | 115 945           | 136 087           | 201 673           |
| Produits financiers divers                                       | 0                 | 217               | 0                 | 0                 | 0                 |
| Produits exceptionnels   | 120 238           | 136 215           | 115 945           | 136 087           | 201 673           |
| <b>Produits de fonctionnement (B)</b>                            | <b>25 769 593</b> | <b>25 581 777</b> | <b>26 098 231</b> | <b>24 193 128</b> | <b>24 750 351</b> |
| Charges fonctionnement courant strictes                          | 22 456 922        | 21 937 227        | 21 787 624        | 20 661 185        | 20 866 874        |
| Charges à caractère général                                      | 3 853 784         | 3 910 832         | 3 870 176         | 3 566 291         | 3 936 338         |
| Charges de personnel   | 13 943 797        | 13 830 216        | 14 084 660        | 13 546 181        | 13 689 458        |
| Autres charges de gest <sup>o</sup> courante (yc groupes d'élus) | 4 659 341         | 4 196 179         | 3 832 788         | 3 548 713         | 3 241 078         |
| Autres charges fct courant                                       | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Atténuations de produits   | 100 229           | 132 185           | 234 182           | 362 107           | 242 713           |
| Reversements conventionnels versés                               | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Contributions fiscales (FPIC, ...)                               | 100 229           | 132 185           | 234 182           | 206 348           | 242 713           |
| Pénalité contractualisation                                      |                   |                   |                   |                   |                   |
| Solde atténuations de produits                                   | 0                 | 0                 | 0                 | 155 759           | 0                 |
| <b>Charges de fonctionnement courant (C)</b>                     | <b>22 557 151</b> | <b>22 069 412</b> | <b>22 021 806</b> | <b>21 023 292</b> | <b>21 109 587</b> |
| <b>EXCEDENT BRUT COURANT (A-C)</b>                               | <b>3 092 204</b>  | <b>3 375 934</b>  | <b>3 960 480</b>  | <b>3 033 749</b>  | <b>3 439 090</b>  |
| Charges exceptionnelles larges                                   | 87 051            | 121 476           | 108 083           | 126 988           | 363 916           |
| Frais financiers divers  | 0                 | 0                 | 0                 | -1                | 2 022             |
| Charges exceptionnelles  | 87 051            | 121 476           | 108 083           | 126 989           | 361 894           |
| <b>Charges de fct. hors intérêts (D)</b>                         | <b>22 644 202</b> | <b>22 190 888</b> | <b>22 129 889</b> | <b>21 150 280</b> | <b>21 473 503</b> |
| <b>EPARGNE DE GESTION (B-D)</b>                                  | <b>3 125 391</b>  | <b>3 390 890</b>  | <b>3 968 342</b>  | <b>3 042 847</b>  | <b>3 276 848</b>  |
| Intérêts (E)   | 175 967           | 155 910           | 141 409           | 127 048           | 112 338           |
| <b>Charges de fonctionnement (F = D+E)</b>                       | <b>22 820 169</b> | <b>22 346 798</b> | <b>22 271 298</b> | <b>21 277 328</b> | <b>21 585 841</b> |
| <b>EPARGNE BRUTE (G = B-F)</b>                                   | <b>2 949 424</b>  | <b>3 234 980</b>  | <b>3 826 933</b>  | <b>2 915 800</b>  | <b>3 164 509</b>  |
| Capital (H)  | 599 603           | 615 357           | 502 548           | 513 056           | 523 113           |
| <b>EPARGNE NETTE (I = G-H)</b>                                   | <b>2 349 821</b>  | <b>2 619 623</b>  | <b>3 324 385</b>  | <b>2 402 743</b>  | <b>2 641 396</b>  |
| Dépenses d'investissement hors dette                             | 2 556 961         | 2 440 001         | 3 542 137         | 3 451 842         | 4 159 238         |
| Remboursement anticipé   | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| <b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>                         | <b>2 556 961</b>  | <b>2 440 001</b>  | <b>3 542 137</b>  | <b>3 451 842</b>  | <b>4 159 238</b>  |
| <b>EPARGNE NETTE</b>   | <b>2 349 821</b>  | <b>2 619 623</b>  | <b>3 324 385</b>  | <b>2 402 743</b>  | <b>2 641 396</b>  |
| Ressources propres d'inv. (RPI)                                  | 1 392 754         | 1 044 620         | 679 107           | 1 017 726         | 1 229 022         |
| Opérations pour compte de tiers (Rec)                            | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Fonds affectés (amendes, ...)                                    | 74 510            | 72 369            | 97 426            | 83 761            | 112 038           |
| Subventions yc DGE / DETR  | 853 403           | 73 005            | 88 977            | 124 265           | 132 721           |
| Emprunt  | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Variation de l'excédent global                                   | 2 113 527         | 1 369 616         | 647 757           | 176 354           | -44 060           |
| <b>Excédent Global de Clôture (EGC)</b>                          | <b>3 493 077</b>  | <b>4 862 693</b>  | <b>5 511 450</b>  | <b>5 687 839</b>  | <b>5 643 778</b>  |

## PRESENTATION DE LA FISCALITE

Le produit fiscal de la ville y compris compensations augmente de 260 653 € en 2018 après une diminution de 471 362 € l'année précédente.

Cette évolution s'explique à 97% par la progression des recettes fiscales hors compensations qui augmentent de 2.8% sous l'effet de l'évolution positive des bases fiscales (Il n'y a pas d'effet taux en 2018 ceux-ci étant identiques à 2017).

La dynamique des bases est portée en 2018 par :

- une revalorisation annuelle de 1.24% en 2018 soit la plus forte augmentation depuis 2013 (première année de revalorisation des valeurs locatives calculée par indexation sur l'inflation constatée au mois de Novembre N-1 comme prévu par la loi de finances pour 2017).

- une évolution physique des bases de taxe d'habitation dynamique à mettre en relation avec l'augmentation en 2018 du nombre d'articles de rôle de taxe d'habitation de 158 (soit l'augmentation du nombre de redevable) et celle du nombre de logements.

Les compensations fiscales sont stables (augmentation de 1%).

La part des trois taxes locales de la commune hors compensations de l'Etat dans ses recettes réelles de fonctionnement est de 38%. Cette proportion est stable dans le temps.

Pour comparaison, le produit de taxe d'habitation de la ville en 2017 est de 167 €/habitant contre 234 €/habitant pour les communes de la même strate démographique démontrant notamment la faiblesse des revenus d'une partie de la population. Faiblesse qui tend à s'accroître le produit de taxe d'habitation de la ville en 2017 ayant diminué de 4 €/habitants par rapport à 2015. Il a en revanche augmenté pour les communes de même strate démographique de 8 €/habitants (source DGCL : les comptes des communes).

Evolution de la taxe d'habitation / Habitant :



En revanche, le produit de taxe sur le foncier bâti est de 312 €/habitant en 2017 (en diminution de 23 € par rapport à l'exercice précédent) contre 304 €/habitant pour les communes de la même strate démographique. Depuis 2015, l'écart se réduit entre la ville et les communes de même strate démographique.



### TAUX D'IMPOSITION COMMUNAUX

|          | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   |
|----------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux TH  | 16,57% | 16,57% | 16,57% | 16,16% | 16,16% |
| Taux FB  | 23,83% | 23,83% | 23,83% | 21,83% | 21,83% |
| Taux FNB | 50,61% | 50,61% | 50,61% | 49,36% | 49,36% |

### BASES NETTES D'IMPOSITION

| €              | 2014       | 2015       | 2016       | 2017       | 2018       |
|----------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Base nette TH  | 18 430 051 | 19 291 874 | 18 965 785 | 19 237 514 | 19 992 395 |
| Base nette FB  | 25 598 642 | 26 276 485 | 26 332 010 | 26 537 391 | 27 104 294 |
| Base nette FNB | 265 574    | 272 919    | 275 856    | 279 514    | 294 100    |

### PRODUITS FISCAUX

| €                           | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             |
|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Produit TH                  | 3 053 859        | 3 196 664        | 3 142 631        | 3 108 782        | 3 230 771        |
| Produit FB                  | 6 100 156        | 6 261 686        | 6 274 918        | 5 793 112        | 5 916 867        |
| Produit FNB                 | 134 407          | 138 124          | 139 611          | 137 968          | 145 168          |
| <b>Produit fiscal total</b> | <b>9 288 423</b> | <b>9 596 474</b> | <b>9 557 159</b> | <b>9 039 863</b> | <b>9 292 806</b> |

### COMPENSATIONS FISCALES

| €                             | 2014           | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           |
|-------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Compensations TH              | 419 399        | 482 022        | 380 767        | 519 463        | 542 325        |
| Compensations FB              | 55 732         | 34 350         | 77 423         | 34 854         | 44 142         |
| Compensation FNB              | 25 259         | 23 023         | 20 891         | 19 372         | 16 926         |
| Compensations TP / CFE / CVAE | 126 125        | 83 327         | 70 668         | 21 994         | 0              |
| <b>Compensations fiscales</b> | <b>626 515</b> | <b>622 722</b> | <b>549 749</b> | <b>595 683</b> | <b>603 393</b> |

### PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS

| €  | 2014             | 2015              | 2016              | 2017             | 2018             |
|--|------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Produit et compensation TH               | 3 473 258        | 3 678 686         | 3 523 398         | 3 628 245        | 3 773 096        |
| Produit et compensations FB              | 6 155 888        | 6 296 036         | 6 352 341         | 5 827 966        | 5 961 009        |
| Produit et compensation FNB              | 159 666          | 161 147           | 160 502           | 157 340          | 162 094          |
| <b>Produits et comp. ménages</b>         | <b>9 788 813</b> | <b>10 135 869</b> | <b>10 036 240</b> | <b>9 613 552</b> | <b>9 896 199</b> |
| Produit et compensations TP / CFE / CVAE | 126 125          | 83 327            | 70 668            | 21 994           | 0                |
| <b>Produits et comp. Totaux</b>          | <b>9 914 938</b> | <b>10 219 196</b> | <b>10 106 908</b> | <b>9 635 546</b> | <b>9 896 199</b> |

## PRESENTATION DES DOTATIONS

En 2018, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) était quasiment stable après quatre ans de diminution même si la répartition entre les communes a entraîné de nouvelles baisses pour certaines collectivités. Pour Sorgues en 2018, la DGF a baissé de 3% à 1.64 millions d'euros contre 1.69 millions d'euros en 2017. Une stabilisation est actée par rapport aux exercices précédents.

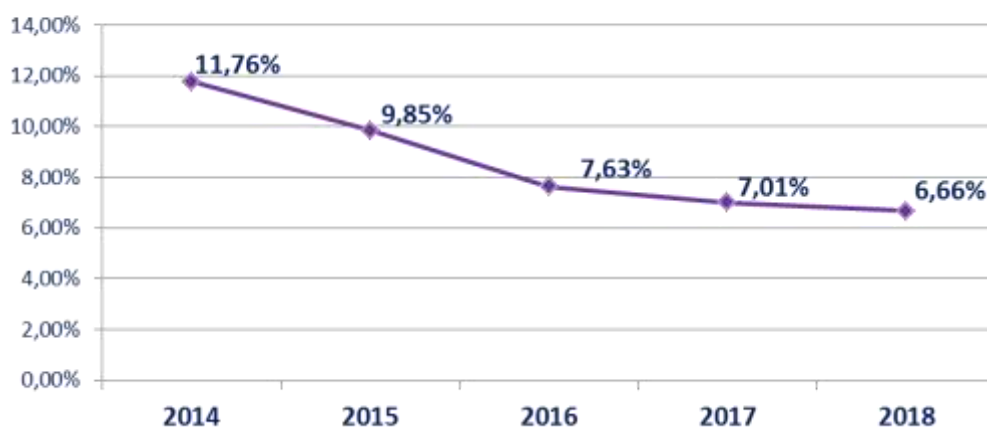


La part de la DGF dans les produits réels de fonctionnement est de 6.66% en 2018. La DGF par habitant n'est plus que de 88.71 € par habitant en 2018 contre 163.30 € en 2014.

### DGF et FONDS DE PEREQUATION

| €                                      | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dotation forfaitaire (DF)              | 2 520 616        | 2 005 910        | 1 471 670        | 1 094 543        | 997 115          |
| Effet variation de population          | 21 214           | 29 190           | 4 970            | -19 755          | -12 093          |
| Effet prélèvement pour péréquation     | -41 475          | -75 618          | -60 177          | -121 010         | -84 599          |
| Contribution RFP                       | -190 618         | -468 278         | -479 033         | -236 362         | -736             |
| + Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP) | 510 207          | 514 799          | 519 947          | 601 021          | 651 268          |
| dont DSU                               | 510 207          | 514 799          | 519 947          | 601 021          | 651 268          |
| <b>= DGF (A)</b>                       | <b>3 030 823</b> | <b>2 520 709</b> | <b>1 991 617</b> | <b>1 695 564</b> | <b>1 648 383</b> |
| + FPIC                                 | 149 193          | 185 740          | 240 279          | 83 703           | 57 412           |
| <b>= Fonds de péréquation (B)</b>      | <b>149 193</b>   | <b>185 740</b>   | <b>240 279</b>   | <b>83 703</b>    | <b>57 412</b>    |
| <b>Compensations fiscales (C)</b>      | <b>626 515</b>   | <b>622 722</b>   | <b>549 749</b>   | <b>595 683</b>   | <b>603 393</b>   |
| <b>DOTATIONS (A) + (B) + (C)</b>       | <b>3 806 531</b> | <b>3 329 171</b> | <b>2 781 645</b> | <b>2 374 950</b> | <b>2 309 188</b> |

### Ratio DGF/Produits de fonctionnement



## LES PRODUITS DES SERVICES

Ils diminuent de 7% en 2018 après une augmentation de de 3% en 2017. La ville applique en matière de tarification des services publics une politique visant à l'accessibilité des services à tous les sorguais quelque soit leurs possibilités financières. Aussi, le tarif pratiqué est inférieur au coût du service rendu. Toutefois, ceux-ci sont en général actualisés de l'inflation.

## LES PRODUITS DE GESTION

Les loyers encaissés augmentent de 57% en 2018. Cette augmentation est à 75% due à l'acquisition du Foyer Logement au 1<sup>er</sup> janvier 2018, celui-ci étant loué au CCAS pour un loyer annuel de 180 000 €. Les autres augmentations proviennent également de nouvelles mises en location dans le cadre de l'opération des boutiques à l'essai notamment en centre-ville, de l'hôtel de ville, et des cabanes de la Lionne.

A l'avenir, le CNFPT, actuellement locataire de la ville à la résidence de l'étoile, s'installera au Château Gentilly suite à sa réhabilitation, ce qui générera une marge nette annuelle de loyer pour la ville de 70 000 €.

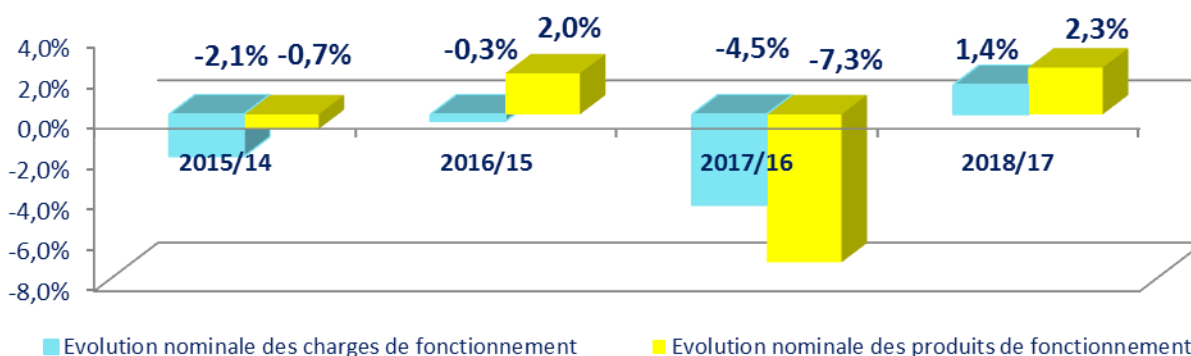
Ces opérations permettent à la ville, dans le cadre d'une gestion de son patrimoine dynamique, de générer des recettes permettant l'entretien des bâtiments communaux.

## PRESENTATION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

En 2017, la ville actait une diminution de ses charges de fonctionnement insuffisante face à celles de ses produits qui mettait en place un effet ciseau conduisant à la réduction de l'épargne.

En 2018, il n'y a plus d'effet ciseau ; le dynamisme des recettes permettant d'absorber l'augmentation des dépenses de fonctionnement tout en générant de l'épargne. Toutefois, il est à noter la première augmentation nominale des charges de fonctionnement depuis 2014. En effet, entre 2014 et 2017 celles-ci ont baissées. 2018 représente une inversion dans la tendance.

### Evolution nominale des charges et des produits de fonctionnement



Les charges à caractère général (chapitre 011 fournitures de biens et services, prestations, assurances, impôts foncier...), qui contribuent au fonctionnement courant de la collectivité, augmentent de 10.38% en 2018 par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est à relativiser car l'augmentation de ce poste de dépense est maîtrisée à 2% sur la période 2014-2018. Cependant, cette augmentation s'explique :

- par la volonté politique de développer les festivités de Noël dans le double objectif de proposer une offre événementielle de qualité à la population et de développer l'attractivité de la commune par une dynamisation des festivités. Celles-ci représentent un coût de 80 000 € sur les charges à caractère général en 2018.

- par une majoration en 2018 de dépenses non renouvelables et exceptionnelles notamment les frais de contentieux.

- par la reprise par la ville des festivités auparavant organisées par le CCAM l'association ayant été dissoute.

Les efforts en matière de maîtrise des dépenses de fonctionnement réalisés depuis plusieurs exercices ne sont donc pas remis en cause ni ses effets puisque depuis 2014, le poste 011 a évolué en moyenne de -0,3 % en euro courant (grâce aussi au transfert de compétences).

Les charges de personnel augmentent de 1% par rapport à 2017. Les augmentations de charges provoquées par la compensation de la CSG, les avancements de grade et d'échelons ainsi que les recrutements réalisés à la police municipale ont été absorbés grâce à des départs en retraite d'agents déjà absents et remplacés, des mutations non remplacées grâce à une réorganisation du travail, la réduction de l'absentéisme qui a nécessité moins de remplacements, le report du PPCR (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations) à 2019 et des validations de services non engagées par la CNRACL.

Les charges de gestion courante (participation au SDIS, subventions, subvention d'équilibre du budget annexe de la cuisine centrale...) sont une nouvelle fois en baisse sous l'effet conjugué :

- de la diminution pour la troisième année consécutive de la subvention accordée au CCAS pour son fonctionnement permise cette année par les économies réalisées sur la convention de mutualisation des services effective depuis 2016 (certains forfaits prévus à la convention notamment finances et ressources humaines ont été revus à la baisse).

- de la diminution des subventions aux associations par une priorisation des actions et par la suppression de la subvention allouée au CCAM l'association ayant été dissoute (pour mémoire le montant de subvention 2017 était de 98 000 €). Ce résultat est toutefois à nuancer. Si l'on inclut les subventions exceptionnelles versées en 2018, le total des subventions versées aux associations par rapport à 2017 augmente de 1%.

- de la diminution pour la troisième année consécutive également de la subvention d'équilibre versée au budget annexe de la cuisine centrale pour équilibrer son fonctionnement. Elle était de 496 864 € en 2014 contre 198 078 € (+68 225 € de prestation de la crèche) en 2018.

Le prélèvement au titre de la loi SRU n'a pas eu lieu en 2018.

#### CHARGES DE FONCTIONNEMENT : MONTANT

| €  | 2014              | 2015              | 2016              | 2017              | 2018              |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Charges fct courant strictes             | 22 456 922        | 21 937 227        | 21 787 624        | 20 661 185        | 20 866 874        |
| Charges à caractère général              | 3 853 784         | 3 910 832         | 3 870 176         | 3 566 291         | 3 936 338         |
| Charges de personnel                     | 13 943 797        | 13 830 216        | 14 084 660        | 13 546 181        | 13 689 458        |
| Perso espaces verts (823)                | 827 940           | 838 798           | 820 198           | 62 067            | 0                 |
| Solde charges de personnel               | 13 115 857        | 12 991 418        | 13 264 462        | 13 484 114        | 13 689 458        |
| Autres charges de gestion courante       | 4 659 341         | 4 196 179         | 3 832 788         | 3 548 713         | 3 241 078         |
| Atténuations de produits                 | 100 229           | 132 185           | 234 182           | 362 107           | 242 713           |
| Contribution FPIC                        | 100 229           | 132 185           | 234 182           | 206 348           | 242 713           |
| Prélèvement SRU                          | 0                 | 0                 | 0                 | 155 759           | 0                 |
| <b>Charges de fonctionnement courant</b> | <b>22 557 151</b> | <b>22 069 412</b> | <b>22 021 806</b> | <b>21 023 292</b> | <b>21 109 587</b> |
| Charges exceptionnelles larges           | 87 051            | 121 476           | 108 083           | 126 988           | 363 916           |
| <b>Charges de fct hors intérêts</b>      | <b>22 644 202</b> | <b>22 190 888</b> | <b>22 129 889</b> | <b>21 150 280</b> | <b>21 473 503</b> |
| Intérêts                                 | 175 967           | 155 910           | 141 409           | 127 048           | 112 338           |
| <b>Charges de fonctionnement</b>         | <b>22 820 169</b> | <b>22 346 798</b> | <b>22 271 298</b> | <b>21 277 328</b> | <b>21 585 841</b> |

## PRESENTATION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

### Le financement de la section d'investissement

#### Le financement à moyen et long terme : l'état de la dette

#### ANNUITE DE LA DETTE

| €                          | 2014           | 2015           | 2016           | 2017           | 2018           |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Capital                    | 599 603        | 615 357        | 502 548        | 513 056        | 523 113        |
| Intérêts                   | 175 967        | 155 910        | 141 409        | 127 048        | 112 338        |
| <b>Annuité de la dette</b> | <b>775 570</b> | <b>771 267</b> | <b>643 957</b> | <b>640 104</b> | <b>635 452</b> |

#### RATIOS DE DETTE

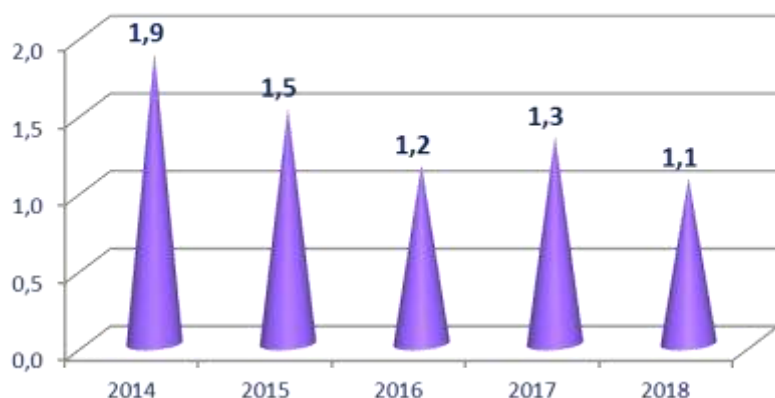
|                                      | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | 2018  |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Encours par habitant                 | 299,9 | 262,4 | 234,8 | 209,4 | 182,3 |
| Encours / Produits de fonctionnement | 21,4% | 19,2% | 16,9% | 16,1% | 13,6% |

Au 31/12/18, l'encours de la dette s'élève à 3.3 M€ soit une baisse de 523 113 € par rapport à 2017. En 2018 comme sur les exercices précédents, la ville n'a pas eu recours à l'emprunt pour financer ses dépenses d'investissement sur son budget principal. Le dernier emprunt mobilisé par la commune remonte à l'exercice 2013.

Le ratio encours/épargne brute qui évalue le degré d'endettement de la commune diminue du fait de la diminution de l'encours suite à la non réalisation en 2018 d'emprunt et de l'augmentation de l'épargne brute. Ce ratio théorique permet de savoir que si la commune consacre la totalité de son épargne brute pour rembourser le capital de sa dette, il lui faut 1,1 ans pour se désendetter totalement en 2018 (pour information, le seuil d'alerte est atteint lorsque le ratio égale ou dépasse les 8 années).

Il est à noter que la ville de Sorgues se distingue de manière significative sur ce point par rapport aux autres communes du département par la faiblesse de son taux d'endettement.

#### Encours sur Epargne Brute



L'encours de dette par habitant continue sa baisse à 182.3 € en 2018 soit une baisse de 27 € par habitant. L'encours national moyen par habitant de la même strate démographique est de 893 € en 2017 en baisse par rapport à 2016 de 25 €/habitant

(source DGCL Les comptes des communes). La baisse de l'endettement est généralisée car certaines communes profitent de possibilités d'emprunts plus avantageuses actuellement pour renégocier leurs dettes et l'épargne augmente globalement pour les communes. Sorgues reste toutefois bien en dessous de la moyenne nationale ce qui lui permet de disposer d'une marge de manœuvre de financement de ses investissements en cas de nécessité.

Les emprunts sont à 99% en taux fixes classiques et le solde en taux révisables. La dette est répartie entre quatre prêteurs différents (cft : annexes de la dette du budget principal). La collectivité n'a pas d'emprunts toxiques.

Il n'est pas prévu de recours à l'emprunt en 2019 pour financer les investissements prévus à hauteur de 7 M d'€.

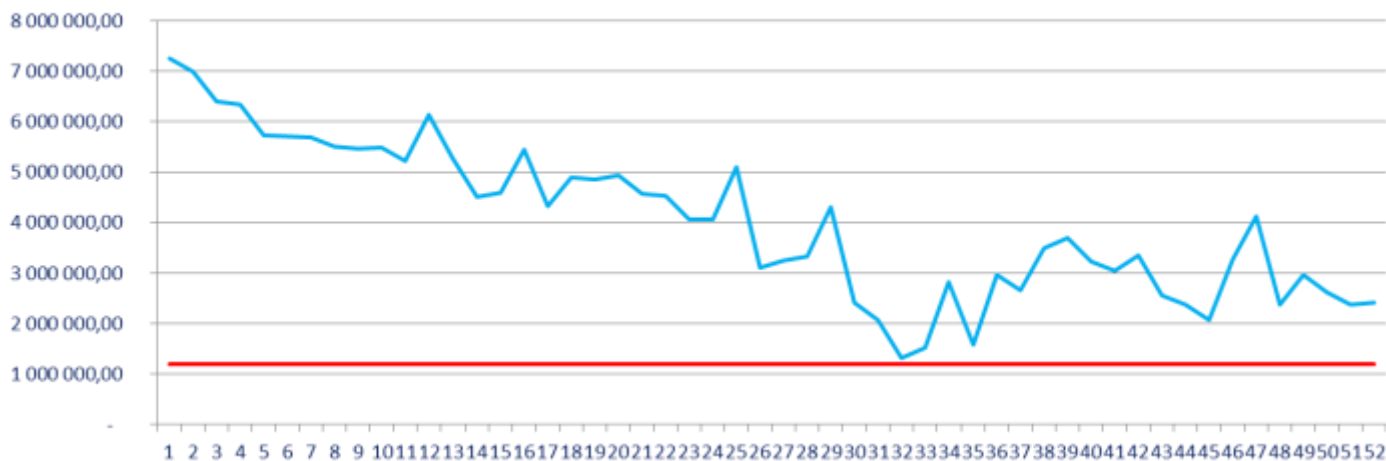
### Le financement à court terme : la trésorerie

La trésorerie de la commune varie entre 1.3 et 7.2 millions sur 2018. L'évolution de la trésorerie sur l'exercice montre une tendance à la baisse qui s'explique par un décalage dans le temps dans le versement de l'attribution de compensation par la CCSC.

Le seuil d'alerte est fixé à 1,2 millions car permettant la couverture totale d'un mois de charges de personnel.

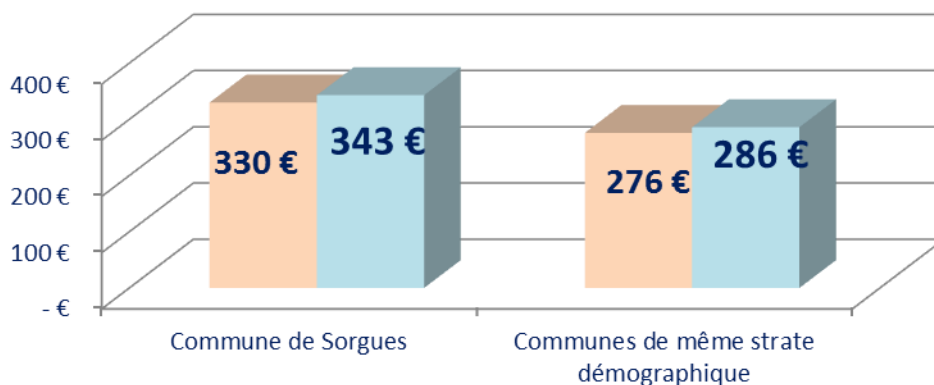
La ville est dotée d'une ligne de trésorerie de 2 000 000 €.

### Evolution de la trésorerie en 2018



En 2017, l'augmentation de l'épargne brute des communes leur permet d'avoir des ressources propres supérieures à leurs dépenses d'investissement. Cela explique l'augmentation du fonds de roulement des collectivités. Sorgues est dans la même dynamique conservant de plus un fonds de roulement supérieur à celui de la moyenne des communes de même strate démographique.

## Fonds de roulement en €/habitant : Evolution entre 2016 et 2017 (Source DGCL)



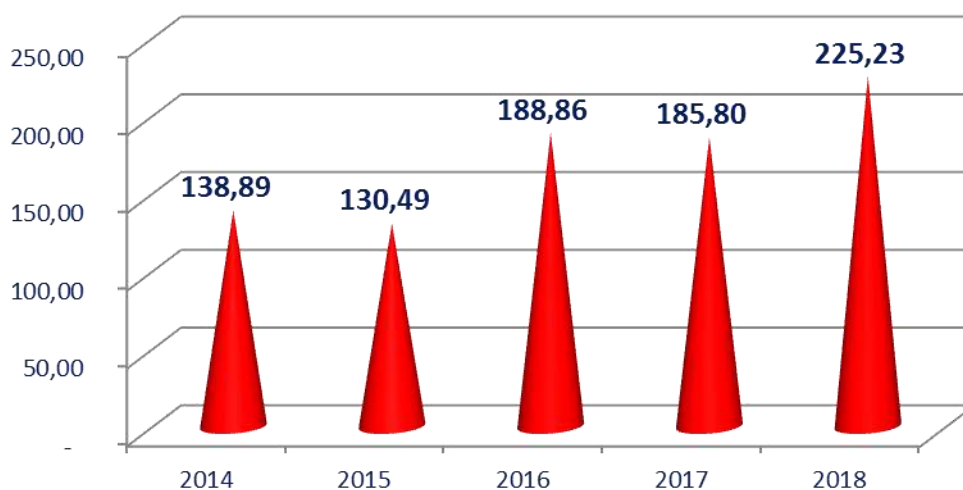
### Le financement des dépenses d'investissement hors dette

#### FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

| €  | 2014             | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dépenses d'investissement hors dette     | 2 556 961        | 2 440 001        | 3 542 137        | 3 451 842        | 4 159 238        |
| Dépenses d'équipement                    | 2 555 649        | 1 430 810        | 3 541 704        | 3 451 017        | 4 158 658        |
| Dépenses directes d'équipement           | 2 032 117        | 785 430          | 3 240 237        | 3 377 883        | 3 963 658        |
| Dépenses indirectes (FdC + S.E.)         | 523 532          | 645 380          | 301 467          | 73 134           | 195 000          |
| Dépenses financières d'inv.              | 1 312            | 1 009 191        | 433              | 825              | 580              |
| <b>Dép d'inv hors annuité en capital</b> | <b>2 556 961</b> | <b>2 440 001</b> | <b>3 542 137</b> | <b>3 451 842</b> | <b>4 159 238</b> |
| <b>Financement de l'investissement</b>   | <b>4 670 488</b> | <b>3 809 617</b> | <b>4 189 895</b> | <b>3 628 495</b> | <b>4 115 178</b> |
| <b>EPARGNE NETTE</b>                     | <b>2 349 821</b> | <b>2 619 623</b> | <b>3 324 385</b> | <b>2 402 743</b> | <b>2 641 396</b> |
| Ressources propres d'inv. (RPI)          | 1 392 754        | 1 044 620        | 679 107          | 1 017 726        | 1 229 022        |
| FCTVA                                    | 608 277          | 237 721          | 255 277          | 479 387          | 401 579          |
| Produits des cessions                    | 332 870          | 528 282          | 149 150          | 149 000          | 465 670          |
| Diverses RPI                             | 451 607          | 278 618          | 274 680          | 389 339          | 361 773          |
| Fonds affectés (amendes, ...)            | 74 510           | 72 369           | 97 426           | 83 761           | 112 038          |
| Subventions yc DGE / DETR                | 853 403          | 73 005           | 88 977           | 124 265          | 132 721          |
| Emprunt                                  | 0                | 0                | 0                | 0                | 0                |
| <b>Variation de l'excédent global</b>    | <b>2 113 527</b> | <b>1 369 616</b> | <b>647 757</b>   | <b>176 354</b>   | <b>-44 060</b>   |

En 2018, les dépenses d'équipement s'élèvent à 4.1 M€, en augmentation de 21% par rapport à 2017. Elles sont financées à 63% par l'épargne nette. Les recettes propres d'investissement croissent de 20% par rapport à 2017 sous l'effet d'une augmentation de 212% des recettes de cessions qui passent de 149 000 € à 465 670 €.

## Dépenses d'investissement hors dette par habitant



L'exercice 2018 a vu la réalisation notamment de :

- 500 000 € de travaux réalisés dans les écoles de la ville dont :

- Extension de l'école Frédéric Mistral par installation d'un bâtiment modulaire pour assurer le dédoublement des classes de CP.

- Ravalement de façades et isolation thermique de l'école Maillaude.

- Acquisition de matériel informatique pour mise en place de classes mobiles.

- 437 000 € de travaux dans les divers gymnases et installations sportives de la ville dont 216 000 € d'aménagement de l'ancienne école des Ramières.

- 140 000 € pour la réhabilitation de la salle des fêtes (paiement de la maîtrise d'œuvre principalement).

- 600 000 € de travaux pour le DOJO.

- 730 000 € d'acquisitions immobilières dont :

- 364 000 € de rachat des terrains acquis par l'EPF PACA suite à la résiliation de la convention d'intervention foncière sur le site de la Traille.

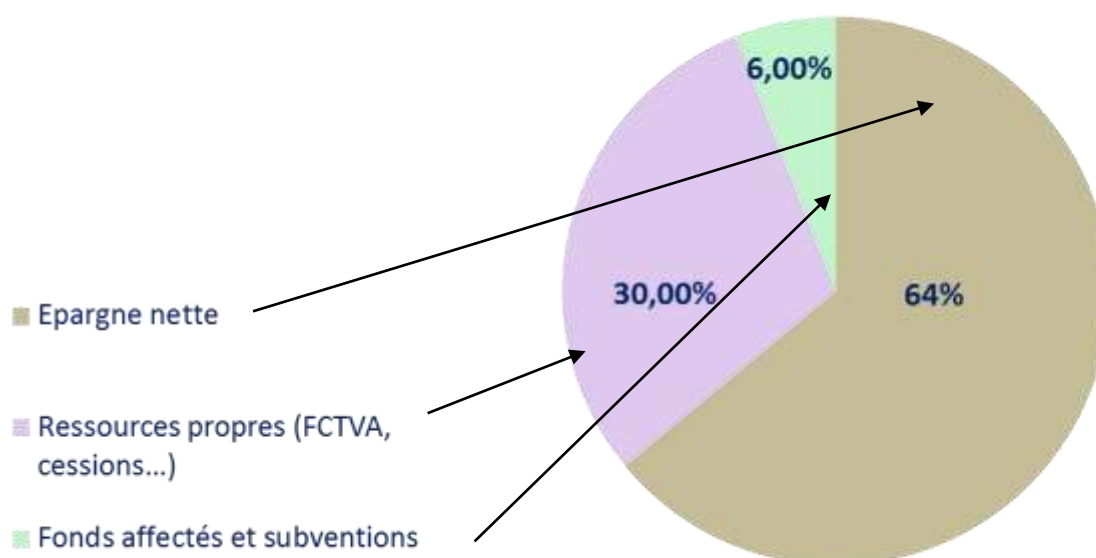


- 255 000 € d'acquisition d'un immeuble à la rue des remparts dans le cadre de la politique de dynamisation du centre-ville.

- 110 000 € d'acquisitions aux Griffons.

Le financement de l'investissement 2018 conserve la même structure qu'en 2017 à savoir une prépondérance de l'épargne nette. Celle-ci a diminué légèrement en 2018 au profit des ressources propres sous l'effet du montant important des recettes de cessions.

## Financement de l'investissement 2018



### LES RELATIONS FINANCIERES AVEC L'INTERCOMMUNALITE

La Commune de Sorgues est membre de la CCSC depuis le 1<sup>er</sup> Janvier 2017.

A ce titre, des flux financiers directs existent entre les deux collectivités :

En 2018, le montant de l'attribution de compensation versée par la CCSC est de 8 106 747 €, identique à celui de 2017. Ce montant sera révisé d'une part pour neutraliser les effets de l'évolution de la fiscalité locale de Sorgues suite à l'intégration de la CCSC au 1er Janvier 2017 et d'autre part pour tenir compte du coût réel du transfert des compétences (espaces verts et droit du sol).

La CCSC a également versé à la ville pour 18 000 € de loyers au titre de la location au 1 Place Général de Gaulle et au 162 de la rue Ducrest à Sorgues (somme identique à celle de l'exercice précédent).

La ville a, de son côté, versé à la CCSC la somme de 351 721.07 € correspondant au paiement des travaux sur les réseaux secs et d'assainissement réalisés par la CCSC à la Rue Ducrest à Sorgues pour lesquels une convention de mandat a été signée

permettant à la CCSC de réaliser la totalité des travaux de réhabilitation de la rue Ducrès et à la ville de rembourser à la CCSC le coût des travaux relevant de sa compétence. Il reste à ce jour un solde de 118 000 € à verser au titre de ces travaux.

11 119 € ont été versés en 2018 à la CCPRO au titre de remboursement de personnel mis à disposition relatif à la période d'appartenance de la ville à la CCPRO.

## L'EVOLUTION PATRIMONIALE

### L'exercice 2018 :

Les cessions à titre onéreux ont représentées en 2018 un montant de 465 670 € de recettes pour la commune soit un montant trois fois plus important que l'année dernière du fait principalement de deux cessions importantes :

- la ferme sommier située Avenue Denis Papin.
- une maison et des terrains situés Avenue d'Orange.

La ville a procédé à des acquisitions pour un montant total hors frais de 708 671 € représentés à :

- 49 % par le rachat des biens acquis par l'EPF PACA suite à résiliation de la convention d'intervention foncière (l'opération de rachat se monte à 1 129 568 € et est répartie sur trois ans de 2017 à 2019). Il s'agit donc du deuxième paiement.
- 15 % pour les acquisitions aux Griffons en vue du projet de requalification de la propriété dégradée.
- 36% pour l'acquisition d'un ensemble immobilier en centre-ville dans le cadre de la politique de revalorisation et de dynamisation de celui-ci.

Quelques parcelles de terre ont fait l'objet d'acquisition à titre gratuit.

### Le prévisionnel 2019 :

Pour l'exercice 2019, la politique prévisionnelle patrimoniale d'acquisition de la commune est axée sur :

- la poursuite de la politique d'acquisition aux Griffons pour 100 000 €.
- des acquisitions dans le vieux Sorgues pour un montant estimé de 459 000 € notamment en vue de la redynamisation du centre-ville.
- le solde du rachat des biens acquis à la Traille par l'EPF PACA pour 349 000 €.

Au moment de la rédaction du présent document, seule la cession de la forge des sept rivières est envisagée pour un montant de 90 000 €. Celle-ci n'a pour l'instant pas fait l'objet de signature devant notaire aussi elle n'a pas un caractère certain.

## LES BUDGETS ANNEXES

### LE BUDGET ASSAINISSEMENT

Le résultat global de clôture 2018 est d'environ 332 266 € en nette diminution par rapport à 2017 sous l'effet de la reprise des investissements.

#### *La section d'exploitation :*

Le résultat 2018 est de 227 632 € du fait d'une augmentation des recettes de 8% dynamique face à la stabilité des dépenses.

Les recettes réelles 2018 d'un montant de 568 416 € sont constituées à 82% par la redevance d'assainissement reversée par la SDEI dans le cadre du contrat de délégation de service public. Cette proportion diminue pour la première fois depuis plusieurs exercices du fait de la montée en puissance de la participation à l'assainissement. Les recettes de la redevance

d'assainissement, en lien avec les montants d'eau consommés, connaissent une baisse de 16% par rapport à 2017. Cependant, en 2017, 69 000 € de recettes sont enregistrées mais correspondent à l'exercice 2016 suite à des corrections comptables liées à la TVA. Sans ces 69 000 €, la diminution de cette recette en 2018 n'est plus que de 4%. Ses montants peuvent varier considérablement d'un exercice à l'autre.

17 % des recettes réelles proviennent de la participation à l'assainissement collectif réglée par les usagers pour leur raccordement au réseau. Ces recettes sont plus que multipliées par trois par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est permis par l'affectation d'un agent au contrôle des raccordements qui constitue le fait générateur de cette taxe.

Le tarif de la PAC évolue en fonction de l'indice du coût de la construction de l'INSEE.

L'augmentation des recettes de fonctionnement s'explique en 2018 par la réalisation d'opérations d'ordres qui ont visées à une mise en conformité avec le compte de gestion concernant les reprises sur subventions (représentent 10% des recettes de fonctionnement en 2018 contre 1% en 2017).

Les dépenses réelles 2018 d'un montant de 46 567 € connaissent un retour à la normale. Elles diminuent de 61% suite :

- à la suppression de la présence de 69 000 € d'annulations de recettes de 2016 repassées en recettes en 2017.

- à la diminution des charges de personnel de 31 à 19 000 €. Il n'y a plus cette année de facturation de mise à disposition de personnel de l'intercommunalité. Seules sont refacturées les charges de personnel du budget principal affectées au service de l'assainissement.

Le reste des dépenses réelles est stable.

Les recettes réelles prévisionnelles de fonctionnement pour 2019 sont estimées à environ 510 K€. Elles permettent de financer les dépenses d'entretien du réseau ainsi que de dégager de l'autofinancement pour la réalisation des travaux ce budget étant un budget d'investissement et le recours à l'emprunt n'étant pas prévu en 2019.

#### La section d'investissement :

Après deux ans de diminution, les dépenses réelles d'investissement enregistrent une forte hausse en 2018 de 518% passant à 1 153 274 €.

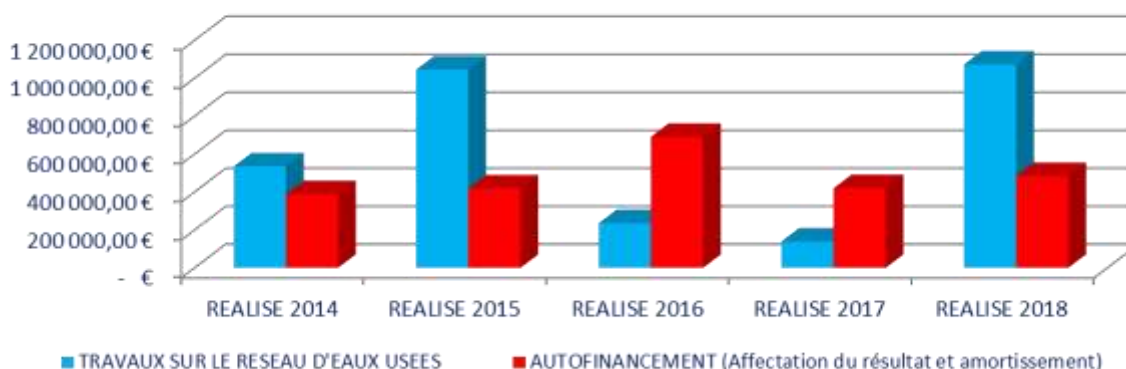
Les deux tiers des dépenses concernent la réhabilitation du réseau d'assainissement de la route d'Entraigues, le dernier tiers étant relatif aux travaux d'assainissement de la rue Ducrès. Les deux programmes devraient être clôturés sur l'exercice 2019.

Ces dépenses sont financées par l'autofinancement et par un recours à l'emprunt d'un montant de 300 000 €. Pour autant, le résultat de clôture de l'exercice est déficitaire de 379 752 €.

Au 31/12/2018, l'encours de la dette de ce budget s'élève à 309 000 €. La dette est désormais constituée de deux emprunts, à 100 % à taux fixe et non toxique (classe A1 de la charte Gissler). La dette s'éteindra en 2029 sans réalisation de nouvel emprunt.

Le budget 2019 permet le financement de dépenses réelles d'investissement à hauteur de 750 000 € environ par l'autofinancement et sans réalisation de nouvel emprunt. Les travaux réalisés à la Rue Ducrès et sur la route d'Entraigues seront soldés. Un programme de réhabilitation du réseau d'eaux usées dans le centre ancien pourrait être réalisé notamment dans les rues Cavalerie, Magnanerie, Parmentier et Durand.

### Financement des travaux sur le réseau d'eaux usées



## LE BUDGET DU TRANSPORT URBAIN

En 2018, le résultat de clôture s'élève à 591 512 €.

La section d'exploitation :

L'excédent 2018 est de 109 601 € en augmentation par rapport à 2017. Cette amélioration est permise par une augmentation globale des recettes (+ 6%) plus importante que celle des dépenses (+5%).

Les recettes du versement transport augmentent de 6%. Toutefois, environ 23 000 € correspondent à des encaissements réalisés en 2018 au titre d'exercices antérieurs. Même sans ces régularisations, les recettes de versement transport, qui financent à plus de 90% ce budget, sont dynamiques (+2%).

Les recettes de la vente des tickets augmentent de 24% (suite à leur diminution de 4% pour la première année depuis la mise en place du transport urbain sur Sorgues en 2017). Cette vigueur est due à l'augmentation des tarifs pratiquée en 2018 couplée à une fréquentation en hausse de 3%. La ligne 1 Frédéric Mistral/le monastère est la plus attractive à l'heure actuelle.

Les dépenses d'exploitation augmentent de 5% principalement sous l'effet :

- des dépenses liées au renouvellement du contrat de transport au 1<sup>er</sup> janvier 2019 dont 15 000 € de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage et 3 253 € de frais d'insertions dans la presse. Ces dépenses sont exceptionnelles et ne seront pas renouvelées en 2019.
- l'augmentation de 2% du contrat de transport liée aux révisions de prix les lignes n'ayant pas été modifiées en 2018.
- l'augmentation de 8% de la dotation aux amortissements du fait de l'augmentation des immobilisations réalisées au cours des exercices.

Pour 2019, il n'est pas prévu de modifications majeures dans le fonctionnement des lignes.

La section d'investissement :

Le résultat 2018 de la section d'investissement est à nouveau excédentaire de 48 931 € du fait de la quasi absence de réalisation d'investissement en 2018.

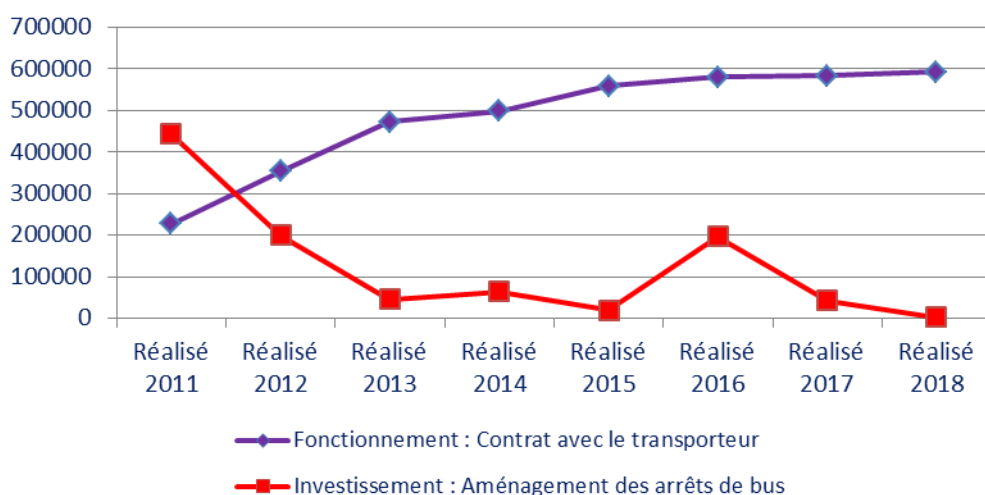
1 565 € ont permis l'acquisition de mobilier urbain pour des arrêts de bus.

Ces dépenses sont entièrement autofinancées par un budget qui n'a pas de dette.

Pour 2019, un arrêt de bus couvert pourrait être installé aux Islettes.

Ce budget de service, créé en 2011, assure la prestation de transports sur la commune où les dépenses sont principalement les dépenses de fonctionnement.

## Evolution des dépenses d'investissement et de fonctionnement



### LE BUDGET DES POMPES FUNEBRES

Le conseil d'exploitation s'est réuni le 25 février 2019 afin de présenter les résultats 2018 du budget annexe des pompes funèbres ainsi que les orientations budgétaires pour 2019.

Ce budget est un budget de service assurant les prestations d'obsèques et de transport de corps. Le résultat global de clôture 2018 est d'environ 55 255 €.

La section d'exploitation :

L'objectif de ce budget est le rendu d'un service de qualité au prix équilibrant le budget. Le résultat d'exécution de la section d'exploitation est excédentaire sur l'exercice de 1 258 €. Toutefois, des recettes relatives à des opérations réalisées en 2017 ont fait l'objet d'un encaissement en 2018 pour 4 428 €. Sur l'exercice, l'activité montre donc un déficit de 3 170 €. Celui-ci s'explique par la très forte baisse de l'activité enregistrée cette année.

En effet, le nombre de prestations réalisées en 2018 tombe à 23 contre 44 en 2017 et 67 en 2016. L'activité a ainsi été divisée par trois sur les deux dernières années. La plus grosse baisse touche les arrivées de corps directement à l'église ; elles sont divisées par deux par rapport à l'année dernière. De fait, les recettes des prestations de services atteignent 14 783 €.

En parallèle, le nombre d'heures réalisées par le personnel diminue de 44% entraînant une diminution des charges de personnel de même proportion mais pas suffisante pour éviter le déficit.

Pour 2019, les tarifs sont stables par rapport à 2018. Une réflexion sur le coût du service est actuellement en cours. Le budget 2019 acte quant à lui la forte diminution de l'activité constatée avec des recettes à l'identique de celles constatées en 2018.

La section d'investissement :

En 2018, comme sur les exercices précédents, il n'y a pas de réalisation sur la section d'investissement dont la seule immobilisation est constituée par le véhicule nécessaire à l'activité de transport de corps.

Pour ce matériel de transport utilisé par le service, la commune a reconstitué par le processus des amortissements aujourd'hui terminé un autofinancement de 27 041 €.

Le prix actuel du marché d'un corbillard non réfrigéré est estimé à environ 35 000 € HT. Aussi, l'excédent reporté existant en fonctionnement peut faire l'objet d'un transfert à la section d'investissement en cas de besoin et assurer un changement de véhicule par l'autofinancement.

## LE BUDGET DE LA CUISINE CENTRALE

Le résultat global de clôture de 2018 est de 19 986 € contre 16 962 € en 2017. Cette augmentation provient d'un autofinancement généré par le procédé des amortissements sur la section d'investissement, autofinancement supérieur aux acquisitions d'investissement réalisées.

La section de fonctionnement :

Comme chaque année, le résultat de la section de fonctionnement est équilibré grâce au financement apporté par le budget principal par le biais de la subvention d'équilibre.

Les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de 3% cette année (depuis 2014, les dépenses diminuent chaque année du fait des restructurations et réorganisations mises en place) :

- les fluides augmentent de 4% sous l'effet d'une forte hausse du poste électricité (+35%). Il est à noter que ce poste de dépenses est volatile au cours des exercices.

- les dépenses d'alimentation diminuent de 6 % en 2018 (baisse pour la quatrième année consécutive de ce poste de dépense obtenue cette année grâce à l'ajustement du grammage servi dans les cantines scolaires de la ville afin de lutter contre le gaspillage et en respect des préconisations du GEMRCN (Groupement d'Etude des Marchés en Restauration Collective et de Nutrition) ainsi que de l'équilibre des menus.

- diminution des charges de personnel de 2% (la diminution s'explique par des absences non remplacées en 2018).

Les produits de la vente des repas baissent de 4% sous l'effet de la baisse du poste de recettes des cantines scolaires les autres recettes étant dynamiques (notamment celles des repas fournis au Foyer Logement et au Centre de Loisirs).

Les recettes de cantines, qui constituent 79% des produits de vente des repas, diminuent de 8% par rapport à 2017. Toutefois, cette diminution n'est plus que de 4% si l'on considère qu'en 2017, un rattrapage avait été effectué sur la facturation des impayés aux usagers sur les exercices antérieurs à 2017. Sur le total des recettes de cantine, la part des recettes de régie diminue de 11% au profit des titres émis directement à l'encontre des usagers suite à impayés. De plus, en 2018, les impayés facturés à compter du mois de mai incluent une majoration par facture de 15 euros de pénalité représentant pour 6 750 € de recettes sur l'exercice 2018.

En 2018, est acté pour 68 225 € de recettes le remboursement réalisé par le budget principal à la cuisine centrale au titre de la fourniture des repas des crèches municipales.

Ce remboursement vient minorer d'autant la subvention d'équilibre qui se monte à 198 115 €. Celle-ci, même sans le remboursement du coût des repas des crèches par le budget principal, aurait été en légère baisse en 2018 notamment du fait de la diminution des dépenses de denrées alimentaires.

### **Part du financement apporté par le budget principal dans le financement de la section de fonctionnement**



Le financement apporté par le budget principal à la cuisine centrale se stabilise à environ 37%.

Pour l'exercice 2019, il est prévu un montant total de dépenses de fonctionnement stable par rapport à 2018. Les prestations réalisées incluront sur un exercice complet la fourniture de repas du soir au Foyer Logement mise en place sur le dernier trimestre 2018 ainsi qu'une probable augmentation du nombre de repas pris dans les cantines scolaires constatée depuis la rentrée de septembre 2018.

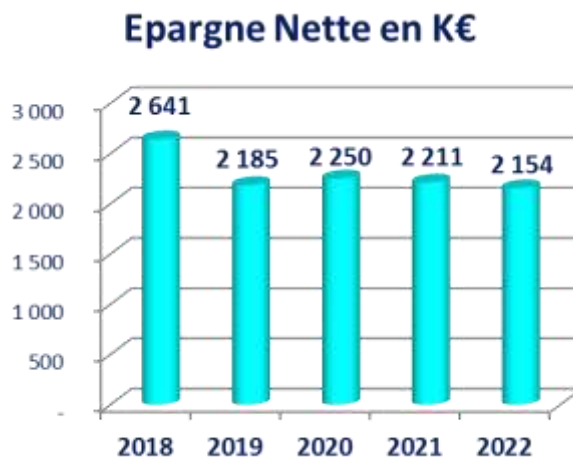
La section d'investissement :

En 2018, un trancheur à jambon a été acquis pour 3 613 € HT. L'autofinancement est en augmentation sur ce budget et permet l'ouverture de crédits à hauteur de 26 000 € pour l'investissement en 2019. Ce budget n'a pas de dette.

## ANALYSE PROSPECTIVE

Une estimation de la situation financière de la ville à l'horizon 2022 est réalisée sur la base des hypothèses définies ci-dessous. Plusieurs facteurs influenceront le résultat définitif, les chiffres présentés dans la prospective doivent donc être analysés avec prudence et restent prévisionnels.

L'épargne nette se stabiliserait entre 2.1 et 2.2 millions d'euros sous plusieurs effets :



- les produits de fonctionnement resteraient globalement stables et sans modifications majeures apportant un financement assuré aux dépenses après plusieurs exercices d'incertitudes suite aux baisses de dotations de l'Etat.
- les charges de fonctionnement évolueraient en moyenne de 1.4% par an. Cette augmentation tient compte de l'inflation mais également de la difficulté croissante à trouver de nouvelles niches d'économies. Cela permettrait toutefois d'éviter la mise en place d'un effet ciseau sur la section de fonctionnement et le maintien d'une épargne permettant un financement des investissements majoritairement autofinancé à savoir :
  - la réalisation de 7 millions d'euros de dépenses d'équipement en 2019 puis un rythme d'investissement de 3 à 4 millions annuels sur les exercices suivants.
  - un recours à l'emprunt modéré en 2021 et 2022.

La prospective s'appuie sur les hypothèses suivantes :

- En recettes :

- Fiscalité reversée : Pour 2019 et les années suivantes, le montant de l'attribution de compensation versé par la CCSC est fixé à 8 106 747 €. Ce montant sera révisé lors d'une CLECT qui entérinera le coût réel des transferts de compétence ainsi que la compensation pour Sorgues de la perte de recettes fiscales.

- Fiscalité locale : Elle tient compte de l'évolution physique anticipée des bases : la prospective repose sur une hypothèse de croissance physique de 1 % des bases de taxe d'habitation et de 1.3% des bases de foncier bâti auxquelles s'ajouteront l'inflation. Les taux ménages communaux ne seront pas modifiés sur les années à venir. La fiscalité locale notamment avec la suppression de la taxe d'habitation laisse planer à ce jour d'importantes incertitudes pour les collectivités les modalités de compensation n'étant à ce jour pas déterminées.

- Dotations de l'Etat : L'hypothèse faite est celle d'une diminution de la DGF de 2 à 3% par an.

- Produit des services : une augmentation annuelle moyenne de 1% est prévue.

- Emprunt : leur réalisation pour financer les investissements est prévue à partir de 2021.

- En dépenses :

- Une augmentation du chapitre 011 (fluides, prestations de services et achat de fournitures...) de 3%/an jusqu'en 2022. Le budget alloué aux festivités de Noël en 2018 est maintenu sur les exercices à venir et intégré à la prospective.

- Une évolution du chapitre 012 (charges de personnel) moyenne de 1.8% en 2019 puis de 1.2% sur les exercices suivants. En 2019, le PPCR (Parcours Professionnel Carrières et Rémunérations) s'appliquera après son report d'un an ce qui



entraîne une augmentation des échelles indiciaires. L'organisation des élections européennes devrait peser pour 9 000 € supplémentaires dans les charges de personnel. Le point d'indice de la fonction publique devrait rester gelé.

- Un FPIC où la commune est contributeur pour un montant de 242 000 €.

- Le prélèvement de l'Etat au titre de la loi SRU ne devrait pas peser sur les charges de la ville en 2019 mais impacterait celle-ci à hauteur de 150 000 € sur les exercices suivants.

- Une augmentation des dépenses d'investissement en 2019 à 7 millions d'euros suivis de plusieurs exercices de maintien d'un investissement entre 3 et 4 millions.

- La stabilité pour les subventions versées par la ville celle-ci souhaitant maintenir son appui à ses partenaires suite aux efforts ayant été réalisés sur les exercices précédents.

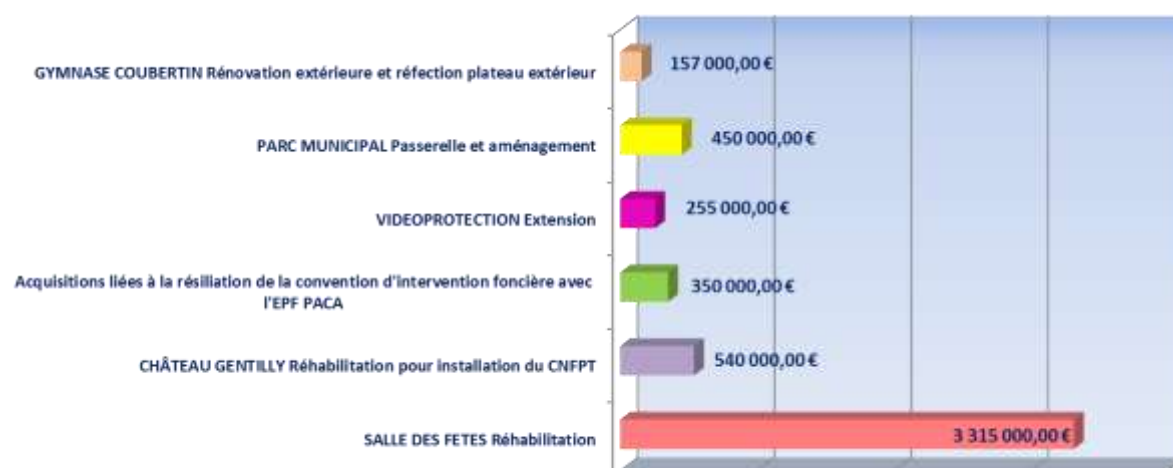
### La section d'investissement :

Au total, les opérations d'équipement 2019 prévues s'élèvent à environ 7 millions d'euros.

La ville utilise les Autorisations de Programme pour ses opérations pluriannuelles. En 2019, les crédits de paiement prévus sur ce type d'opérations sont les suivants :

| INTITULE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME   | MONTANT DE L'AUTORISATION | CREDITS DE PAIEMENT OUVERTS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019 | EXERCICES CONCERNES |
|---|---------------------------|---|---------------------|
| ACQUISITIONS GRIFFONS   | 734 738,84 €              | 150 000,00  | 2013 à 2019         |
| PETITS TRAVAUX D'INVESTISSEMENT SUR LES BATIMENTS COMMUNAUX   | 714 000,00 €              | 199 689,23  | 2016 à 2019         |
| VIDEOPROTECTION   | 103 841,44 €              | 10 783,60   | 2016 à 2019         |
| DOJO  | 653 763,30 €              | 5 000,00  | 2017 à 2019         |
| SALLE DES FETES   | 3 700 000,00 €            | 3 315 033,90  | 2017 à 2020         |
| ACQUISITIONS LIEES A LA RESILIATION DE LA CONVENTION D'INTERVENTION FONCIERE AVEC L'EPF PACA                                    | 1 145 463,93 €            | 349 221,01  | 2017 à 2019         |
| DEMOLITION BATIMENTS COMMUNAUX  | 360 000,00 €              | 160 368,60  | 2018 à 2021         |
| GROSSES REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE - CLIMATISATION - VMC DE LA RESIDENCE AUTONOMIE LE RONQUET | 84 000,00 €               | 84 000,00   | 2018 à 2019         |
| REHABILITATION DU CHATEAU GENTILLY POUR INSTALLATION DU CNFPT   | 2 160 000,00 €            | 540 000,00  | 2019 à 2020         |
| <b>TOTAL BUDGET VILLE</b>   | <b>9 655 807,51 €</b>     | <b>4 814 096,34 €</b>                                   |                     |
| PETITS TRAVAUX SUR LE RESEAU D'EAUX USEES 2017/2019   | 151 585,00 €              | 49 874,71 €   | 2017 à 2019         |
| REHABILITATION RESEAU EU ROUTE D'ENTRAIGUES   | 769 711,01 €              | 57 000,00 €   | 2018 à 2019         |
| REHABILITATION RESEAU EU RUE DUCRES   | 330 469,11 €              | 10 000,00 €   | 2019 à 2019         |
| <b>TOTAL BUDGET ASSAINISSEMENT</b>  | <b>1 251 765,12 €</b>     | <b>116 874,71 €</b>                                     |                     |

Les principales opérations prévues en section d'investissement pour 2019 sont les suivantes :



**La section de fonctionnement :**

Les opérations pluriannuelles qui font l'objet d'Autorisations d'Engagement sont les suivantes pour la section de fonctionnement :

| INTITULE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME                     | MONTANT DE L'AUTORISATION D'ENGAGEMENT | CREDITS DE PAIEMENTS 2019 | EXERCICES CONCERNES |
|---|--|---------------------------|---------------------|
| FOURNITURE DE GAZ   | 1 341 721,12 €                         | 207 322,40 €              | 2014 à 2019         |
| FOURNITURE D'ELECTRICITE                                    | 1 740 000,00 €                         | 863 437,75 €              | 2015 à 2019         |
| GENIE CLIMATIQUE  | 311 220,00 €                           | 184 427,52 €              | 2016 à 2019         |
| MAINTENANCE DES CLIMATISEURS ET VMC DES BATIMENTS COMMUNAUX | 45 000,00 €                            | 13 264,39 €               | 2017 à 2021         |
| ASSURANCES DE LA COMMUNE                                    | 510 000,00 €                           | 129 000,00 €              | 2018 à 2021         |
| RAMASSAGE CAPTURE TRANSPORT ANIMAUX ERRANTS...              | 20 000,00 €                            | 13 163,40 €               | 2018 à 2019         |
| TELEPHONIE FIXE   | 59 000,00 €                            | 45 781,10 €               | 2018 à 2019         |
| MENUISERIES PVC ALU VITRERIE                                | 90 000,00 €                            | 90 000,00 €               | 2018 à 2019         |
| ENTRETIEN POLE CULTUREL ET BASES SPORTIVES                  | 202 961,64 €                           | 175 900,08 €              | 2018 à 2019         |
| PROGRAMMATION POLE CULTUREL SEPT 2018/ JUIN 2019            | 72 112,60 €                            | 53 248,18 €               | 2018 à 2019         |
| FOURNITURE DE GAZ NATUREL                                   | 1 400 000,00 €                         | 425 000,00 €              | 2018 à 2022         |
| <b>TOTAL VILLE</b>  | <b>5 792 015,36 €</b>                  | <b>2 200 544,82 €</b>     |                     |
| TRANSPORTS URBAINS SORG' EN BUS                             | 2 306 991,91 €                         | 454 520,00 €              | 2018 à 2023         |
| <b>TOTAL TRANSPORTS</b>                                     | <b>2 306 991,91 €</b>                  | <b>454 520,00 €</b>       |                     |

**CHAINE DU FINANCEMENT : MONTANT**

| €  | 2018              | 2019              | 2020              | 2021              | 2022              |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Produits fonctionnement courant stricts              | 24 415 631        | 24 442 065        | 24 623 079        | 24 875 303        | 25 131 259        |
| Impôts et taxes                                      | 18 973 662        | 19 061 359        | 19 264 129        | 19 519 626        | 19 781 505        |
| Contributions directes                               | 9 378 427         | 9 659 772         | 9 900 138         | 10 146 619        | 10 399 371        |
| Dotation communautaire reçue                         | 8 106 747         | 8 106 747         | 8 106 747         | 8 106 747         | 8 106 747         |
| Attribution FPIC                                     | 57 412            | 46 502            | 0                 | 0                 | 0                 |
| Solde impôts et taxes                                | 1 431 076         | 1 248 338         | 1 257 244         | 1 266 260         | 1 275 387         |
| Dotations et participations                          | 3 536 408         | 3 454 678         | 3 412 202         | 3 387 954         | 3 360 795         |
| DGF  | 1 648 383         | 1 608 366         | 1 572 344         | 1 533 256         | 1 490 933         |
| Compensations fiscales                               | 603 393           | 605 148           | 623 710           | 637 556           | 651 720           |
| FCTVA fct  | 16 505            | 16 720            | 16 937            | 17 157            | 17 380            |
| Solde participations diverses                        | 1 268 127         | 1 224 444         | 1 199 211         | 1 199 985         | 1 200 761         |
| Autres produits de fct courant                       | 1 905 561         | 1 926 028         | 1 946 747         | 1 967 723         | 1 988 959         |
| Produits des services                                | 1 258 227         | 1 272 228         | 1 286 418         | 1 300 797         | 1 315 372         |
| Produits de gestion                                  | 647 334           | 653 799           | 660 330           | 666 925           | 673 587           |
| Atténuations de charges                              | 133 046           | 102 343           | 103 878           | 105 437           | 107 018           |
| <b>Produits de fonctionnement courant (A)</b>        | <b>24 548 678</b> | <b>24 544 408</b> | <b>24 726 957</b> | <b>24 980 739</b> | <b>25 238 277</b> |
| Produits exceptionnels larges                        | 201 673           | 100 000           | 100 000           | 100 000           | 100 000           |
| <b>Produits de fonctionnement (B)</b>                | <b>24 750 351</b> | <b>24 644 408</b> | <b>24 826 957</b> | <b>25 080 739</b> | <b>25 338 277</b> |
| Charges fonctionnement courant strictes              | 20 866 874        | 21 294 340        | 21 550 275        | 21 852 359        | 22 160 735        |
| Charges à caractère général                          | 3 936 338         | 4 054 428         | 4 175 190         | 4 299 548         | 4 427 610         |
| Charges de personnel                                 | 13 689 458        | 13 940 001        | 14 107 652        | 14 277 322        | 14 449 033        |
| Autres charges de gest° courante (yc groupes d'élus) | 3 241 078         | 3 299 911         | 3 267 433         | 3 275 490         | 3 284 092         |
| Atténuations de produits                             | 242 713           | 242 713           | 392 713           | 392 713           | 392 713           |
| Contributions fiscales (FPIC, ...)                   | 242 713           | 242 713           | 242 713           | 242 713           | 242 713           |
| Solde atténuations de produits                       | 0                 | 0                 | 150 000           | 150 000           | 150 000           |
| <b>Charges de fonctionnement courant (C)</b>         | <b>21 109 587</b> | <b>21 537 053</b> | <b>21 942 988</b> | <b>22 245 072</b> | <b>22 553 447</b> |
| <b>EXCEDENT BRUT COURANT (A-C)</b>                   | <b>3 439 090</b>  | <b>3 007 355</b>  | <b>2 783 970</b>  | <b>2 735 667</b>  | <b>2 684 829</b>  |
| Charges exceptionnelles larges                       | 363 916           | 320 000           | 150 000           | 150 000           | 150 000           |
| Frais financiers divers                              | 2 022             | 0                 | 0                 | 0                 | 0                 |
| Charges exceptionnelles                              | 361 894           | 320 000           | 150 000           | 150 000           | 150 000           |
| Charges de fct. hors intérêts (D)                    | 21 473 503        | 21 857 053        | 22 092 988        | 22 395 072        | 22 703 447        |
| <b>EPARGNE DE GESTION (B-D)</b>                      | <b>3 276 848</b>  | <b>2 787 355</b>  | <b>2 733 970</b>  | <b>2 685 667</b>  | <b>2 634 829</b>  |
| Intérêts (E)   | 112 338           | 98 388            | 83 830            | 72 031            | 62 932            |
| <b>Charges de fonctionnement (F = D+E)</b>           | <b>21 585 841</b> | <b>21 955 441</b> | <b>22 176 818</b> | <b>22 467 103</b> | <b>22 766 379</b> |
|  |                   | 1,71%             | 1,01%             | 1,31%             | 1,33%             |
| <b>EPARGNE BRUTE (G = B-F)</b>                       | <b>3 164 509</b>  | <b>2 688 967</b>  | <b>2 650 140</b>  | <b>2 613 637</b>  | <b>2 571 898</b>  |
| Capital (H)  | 523 113           | 503 002           | 399 160           | 402 386           | 417 664           |
| <b>EPARGNE NETTE (I = G-H)</b>                       | <b>2 641 396</b>  | <b>2 185 965</b>  | <b>2 250 980</b>  | <b>2 211 251</b>  | <b>2 154 234</b>  |
| Dépenses d'investissement hors dette                 | 4 159 238         | 7 000 000         | 4 750 000         | 3 750 000         | 3 750 000         |
| <b>Dép d'inv hors annuité en capital</b>             | <b>4 159 238</b>  | <b>7 000 000</b>  | <b>4 750 000</b>  | <b>3 750 000</b>  | <b>3 750 000</b>  |
| <b>EPARGNE NETTE</b>                                 | <b>2 641 396</b>  | <b>2 185 965</b>  | <b>2 250 980</b>  | <b>2 211 251</b>  | <b>2 154 234</b>  |
| Ressources propres d'inv. (RPI)                      | 1 229 022         | 1 035 179         | 1 431 779         | 1 040 544         | 892 908           |
| Fonds affectés (amendes, ...)                        | 112 038           | 80 000            | 80 000            | 80 000            | 80 000            |
| Subventions yc DGE / DETR                            | 132 721           | 100 000           | 100 000           | 100 000           | 100 000           |
| Emprunt  | 0                 | 0                 | 0                 | 118 205           | 522 858           |
| Variation de l'excédent global                       | -44 060           | -3 598 856        | -887 241          | -200 000          | 0                 |
| <b>Excédent Global de Clôture (EGC)</b>              | <b>5 643 778</b>  | <b>2 044 922</b>  | <b>1 157 681</b>  | <b>957 681</b>    | <b>957 681</b>    |

## ENCOURS DE DETTE AU 31/12

| €                                | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|----------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>= Encours</b>                 | <b>3 366 988</b> | <b>2 863 986</b> | <b>2 464 826</b> | <b>2 180 646</b> | <b>2 285 840</b> |
| / Epargne brute                  | 3 164 509        | 2 688 967        | 2 650 140        | 2 613 637        | 2 571 898        |
| <b>= Encours / Epargne brute</b> | <b>1,1</b>       | <b>1,1</b>       | <b>0,9</b>       | <b>0,8</b>       | <b>0,9</b>       |

## RATIOS DE DETTE

|                                      | 2018  | 2019  | 2020  | 2021  | 2022  |
|--------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Encours / Capital (en années)        | 7,4   | 6,7   | 7,2   | 6,1   | 5,2   |
| Encours par habitant                 | 182,3 | 154,2 | 132,0 | 116,2 | 121,1 |
| Encours / Produits de fonctionnement | 13,6% | 11,6% | 9,9%  | 8,7%  | 9,0%  |

En 2022, l'encours de dette s'établit à environ 2.2 M d'€ suite à réalisation d'un emprunt en 2021. La faiblesse de l'emprunt réalisé (118 000 €) allié au maintien de l'épargne permet au ratio encours sur épargne brute mesurant l'endettement de la commune de diminuer encore et de rester bien inférieur sur tous les exercices au seuil d'alerte de 8 années.

L'encours de dette par habitant atteindrait 121 € en 2022. Ce seuil reste bien inférieur à l'encours national moyen par habitant de la même strate démographique de 893 € en 2017.

Ainsi, le financement des opérations d'investissement est assuré tout en laissant le niveau d'endettement de la ville à un niveau peu élevé.

## PRODUITS FISCAUX

| €                           | 2018             | 2019             | 2020             | 2021              | 2022              |
|-----------------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| Produit TH                  | 3 230 771        | 3 334 866        | 3 412 002        | 3 490 922         | 3 571 667         |
| Produit FB                  | 5 916 867        | 6 128 028        | 6 290 837        | 6 457 975         | 6 629 558         |
| Produit FNB                 | 145 168          | 146 878          | 147 299          | 147 722           | 148 146           |
| <b>Produit fiscal total</b> | <b>9 292 806</b> | <b>9 609 772</b> | <b>9 850 138</b> | <b>10 096 619</b> | <b>10 349 371</b> |

## PRODUITS FISCAUX Y COMPRIS COMPENSATIONS

| €                               | 2018             | 2019              | 2020              | 2021              | 2022              |
|---------------------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Produit et compensation TH      | 3 773 096        | 3 892 889         | 3 988 004         | 4 080 247         | 4 174 623         |
| Produit et compensations FB     | 5 961 009        | 6 158 227         | 6 321 617         | 6 489 278         | 6 661 394         |
| Produit et compensation FNB     | 162 094          | 163 805           | 164 227           | 164 650           | 165 074           |
| <b>Produits et comp. Totaux</b> | <b>9 896 199</b> | <b>10 214 920</b> | <b>10 473 848</b> | <b>10 734 175</b> | <b>11 001 091</b> |

L'évolution des produits fiscaux présentée ci-dessus se fait grâce à la revalorisation et l'évolution des bases, les taux ménages restant inchangés.

## DGF et FONDS DE PEREQUATION

| €                                      | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dotation forfaitaire (DF)              | 997 115          | 908 586          | 824 977          | 744 118          | 660 659          |
| Effet variation de population          | -12 093          | 10 445           | 10 348           | 10 353           | 10 359           |
| Effet prélèvement pour péréquation     | -84 599          | -98 974          | -93 956          | -91 212          | -93 818          |
| Contribution RFP                       | -736             | 0                | 0                | 0                | 0                |
| + Dotation aménagement (DSU, DSR, DNP) | 651 268          | 699 780          | 747 366          | 789 137          | 830 274          |
| dont DSU                               | 651 268          | 699 780          | 747 366          | 789 137          | 830 274          |
| <b>= DGF (A)</b>                       | <b>1 648 383</b> | <b>1 608 366</b> | <b>1 572 344</b> | <b>1 533 256</b> | <b>1 490 933</b> |
| <b>= Fonds de péréquation (B)</b>      | <b>57 412</b>    | <b>46 502</b>    | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         |
| <b>Compensations fiscales (C)</b>      | <b>603 393</b>   | <b>605 148</b>   | <b>623 710</b>   | <b>637 556</b>   | <b>651 720</b>   |
| <b>DOTATIONS (A) + (B) + (C)</b>       | <b>2 309 188</b> | <b>2 260 016</b> | <b>2 196 054</b> | <b>2 170 812</b> | <b>2 142 654</b> |

La prospective acte une baisse de la DGF s'expliquant par des effets de prélèvements dans le cadre de la péréquation.

### FINANCEMENT DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT HORS DETTE

| €  | 2018             | 2019             | 2020             | 2021             | 2022             |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Dépenses d'investissement hors dette     | 4 159 238        | 7 000 000        | 4 750 000        | 3 750 000        | 3 750 000        |
| Dépenses d'équipement                    | 4 158 658        | 7 000 000        | 4 750 000        | 3 750 000        | 3 750 000        |
| Dépenses directes d'équipement           | 3 963 658        | 6 650 000        | 4 000 000        | 3 000 000        | 3 000 000        |
| Dépenses indirectes (FdC + S.E.)         | 195 000          | 350 000          | 750 000          | 750 000          | 750 000          |
| Dépenses financières d'inv.              | 580              | 0                | 0                | 0                | 0                |
| <b>Dép d'inv hors annuité en capital</b> | <b>4 159 238</b> | <b>7 000 000</b> | <b>4 750 000</b> | <b>3 750 000</b> | <b>3 750 000</b> |
| <b>Financement de l'investissement</b>   | <b>4 115 178</b> | <b>3 401 144</b> | <b>3 862 759</b> | <b>3 550 000</b> | <b>3 750 000</b> |
| <b>EPARGNE NETTE</b>                     | <b>2 641 396</b> | <b>2 185 965</b> | <b>2 250 980</b> | <b>2 211 251</b> | <b>2 154 234</b> |
| Ressources propres d'inv. (RPI)          | 1 229 022        | 1 035 179        | 1 431 779        | 1 040 544        | 892 908          |
| FCTVA                                    | 401 579          | 585 179          | 981 779          | 590 544          | 442 908          |
| Produits des cessions                    | 465 670          | 200 000          | 200 000          | 200 000          | 200 000          |
| Diverses RPI                             | 361 773          | 250 000          | 250 000          | 250 000          | 250 000          |
| Fonds affectés (amendes, ...)            | 112 038          | 80 000           | 80 000           | 80 000           | 80 000           |
| Subventions yc DGE / DETR                | 132 721          | 100 000          | 100 000          | 100 000          | 100 000          |
| Emprunt                                  | 0                | 0                | 0                | 118 205          | 522 858          |
| Variation de l'excédent global           | -44 060          | -3 598 856       | -887 241         | -200 000         | 0                |

Le financement des dépenses d'investissement hors dette est marqué par le retour de l'emprunt en 2021 et 2022 qui fera légèrement baisser la part de l'épargne nette dans le financement de l'investissement.

La part des ressources propres évolue notamment en fonction du FCTVA directement relié au montant des investissements pratiqués l'année précédente. Les recettes liées aux cessions sont difficilement estimables notamment du fait de la longueur des procédures. La part des subventions resterait faible dans un contexte de raréfaction des fonds disponibles pour le financement des investissements.

## ANNEXES

### RESUME DE LA NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE DE DECEMBRE 2018

Après un début d'année maussade (+0,2 % de croissance au premier comme au deuxième trimestre 2018), l'économie française s'est redressée cet été (+0,4 %). Ce retour à meilleure fortune était en partie acquis, avec le retour à la normale de facteurs ponctuels qui avaient grevé l'activité au printemps (maintenances dans les raffineries et grèves dans les transports ferroviaires notamment). Dans le même temps, la zone euro, dont l'activité s'était mieux portée qu'en France au premier semestre 2018, a montré des signes d'essoufflement au troisième trimestre (+0,2 %). En particulier, l'activité italienne a marqué le pas et l'économie allemande a calé. Certes, les difficultés d'adaptation de la production automobile allemande à la nouvelle norme antipollution entrée en vigueur en septembre sont pour beaucoup dans ce brutal coup de frein. Mais les climats des affaires, qui ne cessent de se dégrader depuis le début de l'année, suggèrent un affaiblissement de la croissance européenne qui ne se limiterait pas à des facteurs ponctuels. L'activité américaine a, quant à elle, gardé une vigueur intacte, dopée par les réductions fiscales, au risque de déséquilibres macroéconomiques. Elle ralentirait toutefois un peu d'ici la mi-2019. Les États-Unis continuent par ailleurs de faire peser sur le commerce mondial la menace de nouveaux relèvements des tarifs douaniers. Paradoxalement, cela contribuerait, fin 2018, à accélérer les échanges avec la Chine, en anticipation de nouvelles hausses qui commenceraient à faire sentir leurs effets début 2019. Les moteurs de la croissance chinoise semblent par ailleurs s'essouffler

progressivement. Le contexte international est également marqué par le resserrement monétaire engagé outre-Atlantique : certaines économies émergentes pourraient en pâtir. Le prix du pétrole, après avoir progressé quasi-continûment depuis la mi-2017, a, sous l'effet d'un marché excédentaire et de facteurs géopolitiques, brutalement chuté en octobre et novembre, ce qui pourrait limiter l'inflation future, s'il ne connaissait pas un nouveau retournement. Le taux de change de l'euro face au dollar est quant à lui resté relativement stable depuis plusieurs mois. Dans ce climat international voilé, l'Europe connaît également des problèmes internes, qu'il s'agisse des modalités du Brexit à venir, des incertitudes budgétaires italiennes ou des tensions sociales en France. L'analyse des cycles économiques au sein de la zone euro suggère par ailleurs que l'activité des principaux pays serait proche de son potentiel, c'est-à-dire que le dynamisme associé au rattrapage consécutif aux récessions passées serait en passe de s'estomper. Malgré les soutiens budgétaires dans quelques pays, l'activité de la zone euro poursuivrait donc son ralentissement, avec une croissance d'environ 0,3 % par trimestre d'ici la mi-2019. À cet horizon, l'économie française progresserait à un rythme similaire (0,2 % fin 2018, 0,4 % au premier trimestre 2019 puis +0,3 % au deuxième). En moyenne annuelle, le PIB français augmenterait de 1,5 % en 2018, et son acquis de croissance pour 2019 serait de 1,0 % à mi-année. L'emploi conserverait également un rythme modéré (64 000 créations nettes au premier semestre 2019, après 107 000 sur l'ensemble de l'année 2018) qui ne permettrait qu'une lente diminution du chômage (prévu à 9,0 % au printemps prochain). Après d'importantes livraisons aéronautiques et navales fin 2018, la contribution du commerce extérieur à la croissance redeviendrait négative au premier semestre 2019. La progression de l'activité serait donc principalement portée par la demande intérieure : l'investissement des entreprises serait encore dynamique début 2019, en réponse aux tensions sur l'appareil productif, et soutenu par des conditions financières toujours accommodantes. L'investissement des ménages continuerait en revanche de se replier, comme l'indique l'évolution du nombre de permis de construire. Mais la consommation des ménages se redresserait, sous l'effet notamment des mesures de soutien au pouvoir d'achat, dont l'acquis de croissance annuelle s'élèverait déjà à 2,0 % mi-2019. À côté des incertitudes internationales persistantes, le comportement de consommation des ménages français reste d'ailleurs un des aléas susceptibles d'affecter ce scénario, à la hausse comme à la baisse. La durée et les conséquences du mouvement social des gilets jaunes restent d'ailleurs très incertaines au moment de la finalisation de cette Note de conjoncture (13 décembre 2018).

## PRESENTATION DES PRINCIPAUX POINTS DE LA LOI DE FINANCES 2019, ET DE LA LOI DE PROGRAMMATION

### Les ressources affectées aux collectivités

Les concours financiers de l'Etat aux collectivités sont stables par rapport à 2018. La DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) est maintenue à 26.9 milliards d'euros. Toutefois, cette stabilité masque des disparités individuelles induites par le renforcement des dispositifs de péréquation, aussi bien verticale qu'horizontale. Aussi, certaines collectivités verront comme en 2018 leurs dotations réduites.

Globalement, les dotations de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements sont maintenues à un niveau élevé de 2,1 Md€, dont 1,8 pour le bloc communal hors FCTVA même si la DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) voit son montant baisser. Le FCTVA devrait augmenter mécaniquement en raison de la reprise de l'investissement local d'environ 37 millions d'euros.

Une réforme de la dotation d'intercommunalité est mise en place pour la simplifier, rendre ses évolutions plus prévisibles, maîtriser l'augmentation annuelle de son montant global et améliorer l'efficacité des critères de répartition.

### Les mécanismes de péréquation

La péréquation vise à atténuer, pour les collectivités les plus fragiles, l'impact de l'effort de réduction des déficits publics demandé. Elle passe par :

- La péréquation verticale : La part des dotations de péréquation augmentera au sein de la DGF de 180 millions d'euros (90 millions pour la Dotation de Solidarité Urbaine et 90 millions pour la Dotation de Solidarité Rurale) mais est financée dans le cadre de l'enveloppe stable de la DGF. Aussi, cela induira inévitablement une nouvelle baisse de recettes en 2019 pour certains budgets communaux.
- La péréquation horizontale soit le Fonds National de Péréquation Intercommunale et Communale (FNPIC) : son montant est passé de 360 millions en 2013 à plus d'1 milliard en 2016. Pour 2019, la montée en puissance du FNPIC devrait peser de façon accrue sur les budgets communaux. Le prélèvement au titre du FNPIC correspond au maximum à 14% des ressources fiscales agrégées perçues au cours de l'année de répartition contre 13.5% auparavant.

### Les variables d'ajustement

Elles devraient connaître une nouvelle diminution de 145 millions d'euros en 2019, dont 64 millions d'euros pour le bloc communal pris sur les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle et la dotation de compensation de la

réforme de la taxe professionnelle. Au total, les concours financiers de l'Etat s'élèveront en 2019 à 120 millions d'euros au-dessus du plafond fixé par la loi de programmation des finances publiques après application des variables d'ajustement.

Contrairement aux années précédentes, la minoration des variables d'ajustement ne sera pas appliquée proportionnellement au montant perçu par chaque collectivité mais au prorata des recettes réelles de fonctionnement.

## La fiscalité

### La Taxe d'habitation

Une deuxième tranche de la taxe d'habitation sera supprimée en 2019 pour un montant de 3,8 milliards et portant le taux de dégrèvement à 65%. La troisième et dernière tranche devrait intervenir dans le projet de loi de finances pour 2020.

La réforme de la fiscalité locale, suite à la suppression progressive de la taxe d'habitation, devrait faire l'objet d'un projet de loi de finances rectificatives au premier semestre 2019.

L'Etat prend en charge le coût des dégrèvements sur la base des taux et des abattements en vigueur pour les impositions de 2017, les éventuelles augmentations de taux ou diminutions d'abattements étant supportées par les contribuables. Les collectivités conservent donc la possibilité de modifier leur taux d'imposition ou leur quotité d'abattement et percevront en 2019 l'intégralité du produit voté. Un débat se fait actuellement jour concernant le maintien de l'autonomie fiscale des collectivités suite à la réforme. En effet, si l'autonomie financière des collectivités est protégée de manière constitutionnelle, l'autonomie fiscale pourrait être mise en danger. Le Code Général des Collectivités Territoriales impose que la part des ressources propres des collectivités sur la quasi-totalité de leurs ressources ne soit pas inférieure à celle constatée en 2003. Ainsi, l'Etat pourrait très bien revenir sur l'autonomie fiscale des collectivités tant que le principe d'autonomie financière de ces dernières est respecté.

En 2019 est maintenue, pour certains contribuables, notamment les veuves et veufs, le bénéfice de l'exonération de taxe d'habitation et du dégrèvement de contribution à l'audiovisuel public qui s'y rattache. Le coût de cette mesure pour les collectivités est évalué à 56 M€.

### Revalorisation des valeurs locatives 2019

Depuis la loi de finances pour 2018, le coefficient de revalorisation forfaitaires des valeurs locatives, autrement dit des bases d'imposition, n'est plus voté en loi de finances mais indexé sur l'inflation constatée au mois de novembre N-1.

Les valeurs locatives des locaux d'habitations et des locaux commerciaux non révisés augmenteront donc de 2.2% cette année suite à la reprise de l'inflation.

### La taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)

L'exonération de TFPB de 15 ans réservée aux logements neufs en contrat de location-accession est étendue aux logements anciens réhabilités.

### Fiscalité des locaux industriels

Une réforme des modalités de qualification des locaux industriels et d'évaluation de leurs valeurs locatives servant à l'établissement de la TFPB et de la CFE est amorcée. Dès 2019, lorsque la valeur locative d'un local industriel ou professionnel évolue de plus de 30% suite à un changement d'affectation ou de méthode d'évaluation, le montant de cette variation est pris en compte progressivement sur une période de plusieurs années. L'objectif recherché de cette mesure est la sécurisation juridique des évaluations tant pour les collectivités du point de vue de leurs recettes fiscales que pour les contribuables.

### L'investissement local

La transparence dans l'attribution de la DSIL est renforcée ainsi que son articulation avec la DETR.



### Suppression de taxes à faible rendement

17 petites taxes à faible rendement sont supprimées afin d'alléger ainsi les formalités déclaratives, de réduire le coût des recouvrements et de simplifier le droit fiscal. La compensation des pertes de recettes en résultant est assurée par le budget de l'Etat.

### TVA sur la gestion des déchets

La feuille de route pour l'économie circulaire prévoit l'application d'un taux de TVA de 5.5% au 1<sup>er</sup> janvier 2021 sur les prestations de collecte séparée, en déchetterie, de tri et de valorisation matière des déchets ménagers et autres déchets assimilés ainsi que l'ensemble des autres prestations de service concourant au bon déroulement de ces opérations.

### Report de l'automatisation du FCTVA

L'automatisation de la gestion du FCTVA est reportée au 1<sup>er</sup> janvier 2020 du fait des contraintes techniques rencontrées dans la mise en place.

### Répartition de la dotation de la politique de la ville (DPV)

Les critères de pré-éligibilité à la DPV sont modifiés devant conduire à la hausse du nombre de communes éligibles. Le plafonnement du nombre de communes éligibles est de plus supprimé.

### Instauration à titre expérimental du compte financier unique (compte administratif et compte de gestion)

Les collectivités locales peuvent mettre en place, à titre expérimental, et à compter de 2020, pour 3 ans maximum, un compte financier unique venant se substituer aux actuels comptes administratifs et comptes de gestion. Une convention entre l'Etat et les collectivités volontaires prévoira les conditions d'exercice de l'expérimentation qui vise à l'amélioration de la sincérité des comptes en regroupant dans un seul document toutes les informations présentes dans les comptes de gestion et administratifs.

### Remise d'un rapport sur la pertinence de l'utilisation du coefficient logarithmique appliqué à la population pour le calcul du potentiel financier agrégé par habitant et du potentiel fiscal par habitant des communes

Un rapport devra être remis au parlement pour le 30 septembre prochain pour vérifier la corrélation entre la taille d'un ensemble intercommunal et le poids des charges qu'il supporte ainsi qu'entre la population des communes et le poids des charges supportées.

## DETTE DU BUDGET PRINCIPAL AU 31/12/2018

### **Votre Situation au 31/12/2018 inclus**

|                                 | <b>Au 31 Décembre 2017</b>     | <b>Au 31 décembre 2018 inclu</b> |
|---------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| <b>Encours Dette Globale</b>    | <b>3 890 101,19</b>            | <b>3 366 987,79</b>              |
| <b>Durée Résiduelle Moyenne</b> | <b>8 ans, 3 mois</b>           | <b>7 ans, 6 mois</b>             |
| <b>Durée de Vie Moyenne</b>     | <b>4 ans, 4 mois, 26 jours</b> | <b>4 ans, 5 jours</b>            |
| <b>Duration</b>                 | <b>4 ans, 1 mois, 11 jours</b> | <b>3 ans, 9 mois, 9 jours</b>    |

### **Structure de l'Encours par Type de Taux au 31/12/2018 inclus**

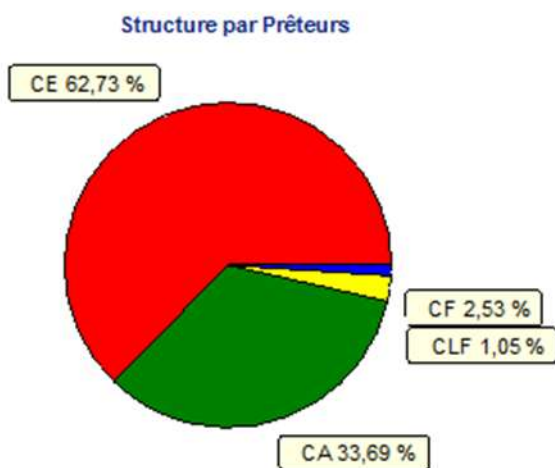
| <b>Stock au 31 décembre 2018 inclu</b> | <b>Taux Fixes</b>   | <b>Taux Variables</b> | <b>Total</b>        |
|--|---------------------|-----------------------|---------------------|
| <b>Encours Avant Couverture</b>        | <b>3 328 973,49</b> | <b>38 014,30</b>      | <b>3 366 987,79</b> |
| <b>Pourcentage Global</b>              | <b>98,87 %</b>      | <b>1,13 %</b>         | <b>100,00 %</b>     |



|                          |              |               |              |
|--------------------------|--------------|---------------|--------------|
| Encours Après Couverture | 3 328 973,49 | 38 014,30     | 3 366 987,79 |
| Pourcentage Global       | 98,87 %      | 1,13 %        | 100,00 %     |
| Nombre d'emprunts        | 4,00         | 1,00          | 5,00         |
| Vie Moyenne Résiduelle   | 4 ans, 19 j. | 6 mois, 14 j. | 4 ans, 5 j.  |

#### Structure de l'Encours par Prêteurs au 31/12/2018 inclus

| Prêteurs | Libellé                | Au 31 Décembre 2017 | Au 31 décembre 2018 inclus | Variations   |
|----------|------------------------|---------------------|----------------------------|--------------|
| CA       | C.R.C.A.               | 1 246 666,72        | 1 133 333,40               | - 113 333,32 |
| CE       | CAISSE D'EPARGNE       | 2 405 728,97        | 2 110 556,47               | - 295 172,50 |
| CF       | CREDIT FONCIER         | 167 106,88          | 85 083,62                  | - 82 023,26  |
| CLF      | CREDIT LOCAL DE FRANCE | 70 598,62           | 38 014,30                  | - 32 584,32  |
|          |                        | 3 890 101,19        | 3 366 987,79               | - 523 113,40 |

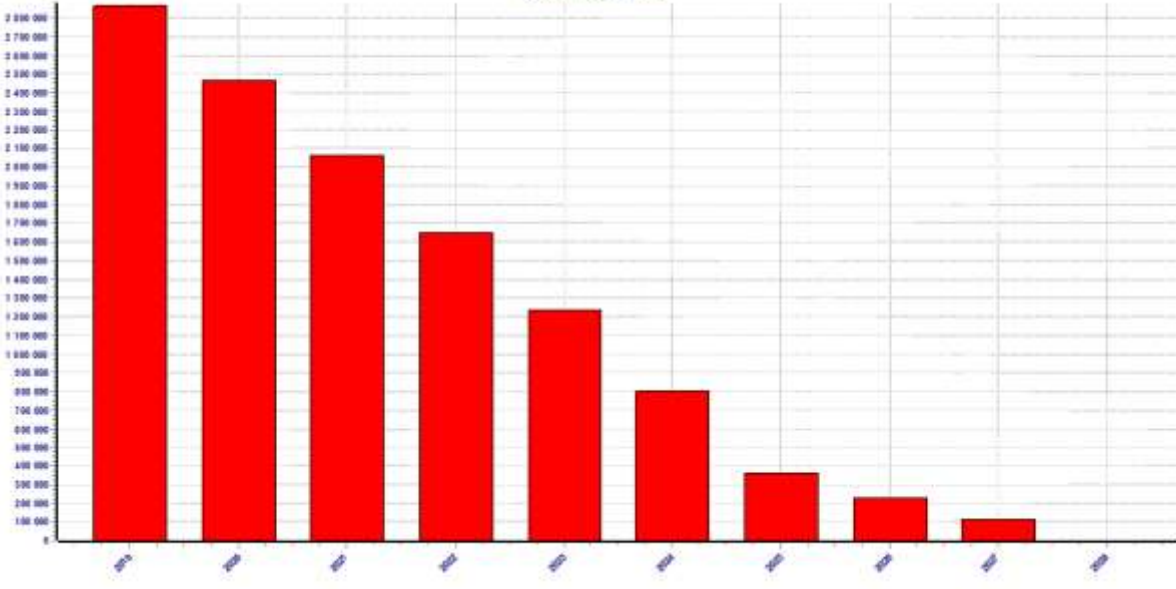


#### Structure de l'Encours par Index au 31/12/2018 inclus

| Index    | Au 31 décembre 2018 inclus |
|----------|----------------------------|
| EURIBOR1 | 38 014,30                  |
| FIXE     | 3 328 973,49               |
|          | 3 366 987,79               |

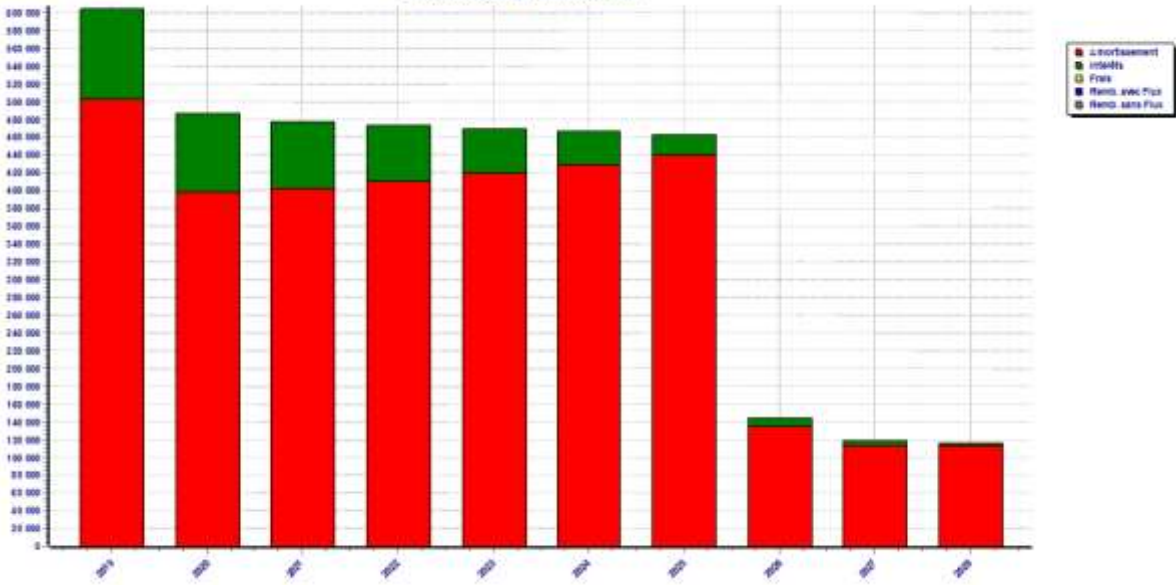
#### Projection de la dette : Evolution de l'encours

Evolution de l'encours



Projection de la dette

Part Amortissement, Intérêts et Frais



Projection de la dette

| Tableau Prévisionnel |               |        |              |                 |                 |            |       |              |              |
|----------------------|---------------|--------|--------------|-----------------|-----------------|------------|-------|--------------|--------------|
| Emprunts             |               |        |              |                 |                 |            |       |              |              |
| Exercice             | Encours Début | Tirage | Amortis.     | Remb. avec Flux | Remb. sans Flux | Intérêts   | Frais | Annuité      | Encours Fin  |
| 2019                 | 3 366 987,79  | 0,00   | 503 001,73   | 0,00            | 0,00            | 101 371,08 | 0,00  | 604 372,81   | 2 863 986,06 |
| 2020                 | 2 863 986,06  | 0,00   | 399 159,98   | 0,00            | 0,00            | 87 348,31  | 0,00  | 486 508,29   | 2 464 826,08 |
| 2021                 | 2 464 826,08  | 0,00   | 402 385,57   | 0,00            | 0,00            | 75 032,06  | 0,00  | 477 417,63   | 2 062 440,51 |
| 2022                 | 2 062 440,51  | 0,00   | 411 308,52   | 0,00            | 0,00            | 62 448,45  | 0,00  | 473 756,97   | 1 651 131,99 |
| 2023                 | 1 651 131,99  | 0,00   | 420 507,10   | 0,00            | 0,00            | 49 589,21  | 0,00  | 470 096,31   | 1 230 624,89 |
| 2024                 | 1 230 624,89  | 0,00   | 429 989,85   | 0,00            | 0,00            | 36 445,78  | 0,00  | 466 435,63   | 800 635,04   |
| 2025                 | 800 635,04    | 0,00   | 439 765,52   | 0,00            | 0,00            | 23 009,45  | 0,00  | 462 774,97   | 360 869,52   |
| 2026                 | 360 869,52    | 0,00   | 134 202,68   | 0,00            | 0,00            | 9 775,99   | 0,00  | 143 978,67   | 226 666,84   |
| 2027                 | 226 666,84    | 0,00   | 113 333,32   | 0,00            | 0,00            | 5 948,58   | 0,00  | 119 281,90   | 113 333,52   |
| 2028                 | 113 333,52    | 0,00   | 113 333,52   | 0,00            | 0,00            | 2 287,92   | 0,00  | 115 621,44   | 0,00         |
|                      |               | 0,00   | 3 366 987,79 | 0,00            | 0,00            | 453 256,83 | 0,00  | 3 820 244,62 |              |



|                                      |                           |               |               |               |               |               |               |
|--------------------------------------|---------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>F - Autres types de structure</b> | <b>Nombre de Produits</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   |
|                                      | <b>% de l'encours</b>     | <b>0,00 %</b> | <b>0,00 %</b> | <b>0,00 %</b> | <b>0,00 %</b> | <b>0,00 %</b> | <b>0,00 %</b> |
|                                      | <b>Encours Fin</b>        | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   |

## DETTE DU BUDGET ASSAINISSEMENT AU 31/12/2018

### Votre Situation au 31/12/2018 inclus

|                          | Au 31 Décembre 2017    | Au 31 décembre 2018 inclus |
|--------------------------|------------------------|----------------------------|
| Encours Dette Globale    | 12 000,00              | 309 000,00                 |
| Durée Résiduelle Moyenne | 3 ans                  | 9 ans, 10 mois, 4 jours    |
| Durée de Vie Moyenne     | 1 an, 6 mois, 13 jours | 5 ans, 1 mois, 28 jours    |
| Duration                 | 1 an, 6 mois, 13 jours | 5 ans, 20 jours            |

### Situation de l'encours par type de taux au 31/12/2018

| Stock au 31 décembre 2018 inclu | Taux Fixes |
|---------------------------------|------------|
| Encours Avant Couverture        | 309 000,00 |
| Pourcentage Global              | 100,00 %   |
| Encours Après Couverture        | 309 000,00 |
| Pourcentage Global              | 100,00 %   |

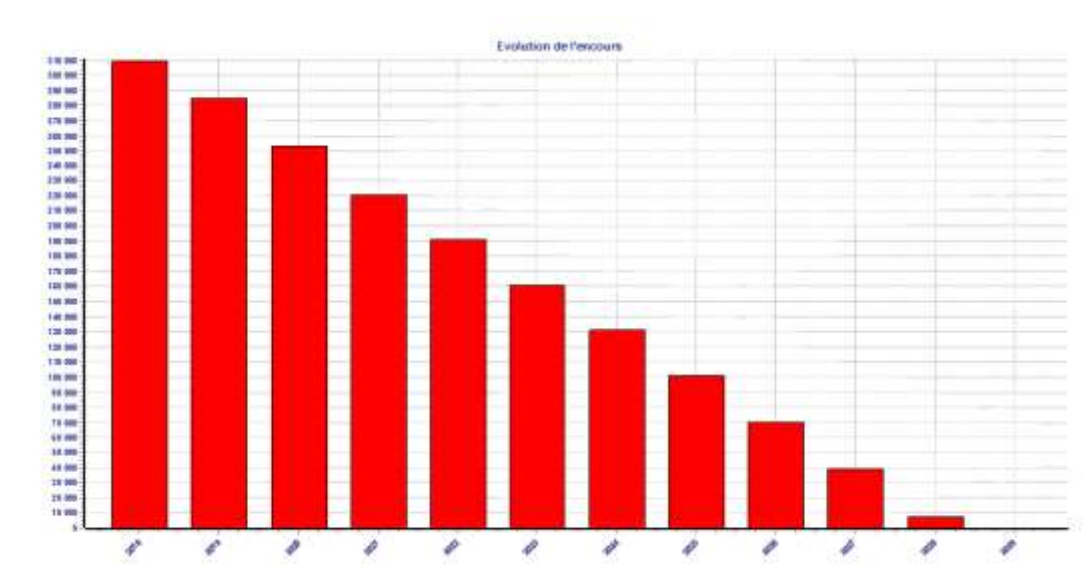
### Structure de l'Encours par Prêteurs au 31/12/2018 inclus

| Libellé                        | Au 31 Décembre 2017 | Au 31 décembre 2018 inclus | Variations |
|--------------------------------|---------------------|----------------------------|------------|
| AGENCE EAU RHONE MEDITER.CORSE | 12 000,00           | 9 000,00                   | -3 000,00  |
| CREDIT MUTUEL                  | 0,00                | 300 000,00                 | 300 000,00 |
|                                | 12 000,00           | 309 000,00                 | 297 000,00 |

### Structure de l'Encours par Index au 31/12/2018 inclus

| Index | Au 31 Décembre 2017 | Au 31 décembre 2018 inclus | Variations |
|-------|---------------------|----------------------------|------------|
| FIXE  | 12 000,00           | 309 000,00                 | 297 000,00 |
|       | 12 000,00           | 309 000,00                 | 297 000,00 |

### Projection de la dette : Evolution de l'encours



## Répartition charte Gissler Avant ou Après Couverture

|  |                    | 1 - Indices en euros |
|--|--------------------|----------------------|
| A - Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) | Nombre de Produits | 2,00                 |
|  | % de l'encours     | 100,00 %             |
|  | Encours Fin        | 309 000,00           |

## RESSOURCES HUMAINES

### 1° Structures des effectifs et évolution prévisionnelle de la structure des effectifs

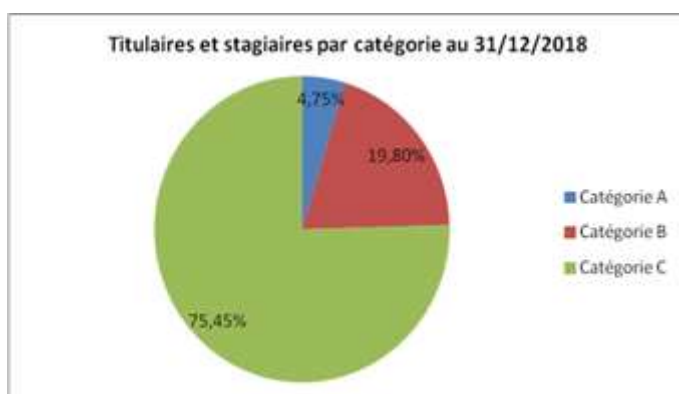
Effectifs titulaires et stagiaires sur 2016/2017/2018 :

|              | Au 31/12/2016 |               | Au 31/12/2017 |               | Au 31/12/2018 |               |
|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
|              |               | En ETP        |               | En ETP        |               | En ETP        |
| A            | 12            | 12,00         | 14            | 14,00         | 15            | 15,00         |
| B            | 65            | 61,70         | 61            | 59,40         | 64            | 62,45         |
| C            | 271           | 261,37        | 255           | 245,36        | 246           | 238,09        |
| <b>Total</b> | <b>348</b>    | <b>335,07</b> | <b>330</b>    | <b>318,76</b> | <b>326</b>    | <b>315,54</b> |

En ETP : en équivalent temps plein

NB : Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 transfert du personnel des espaces verts et une partie du personnel de l'urbanisme.

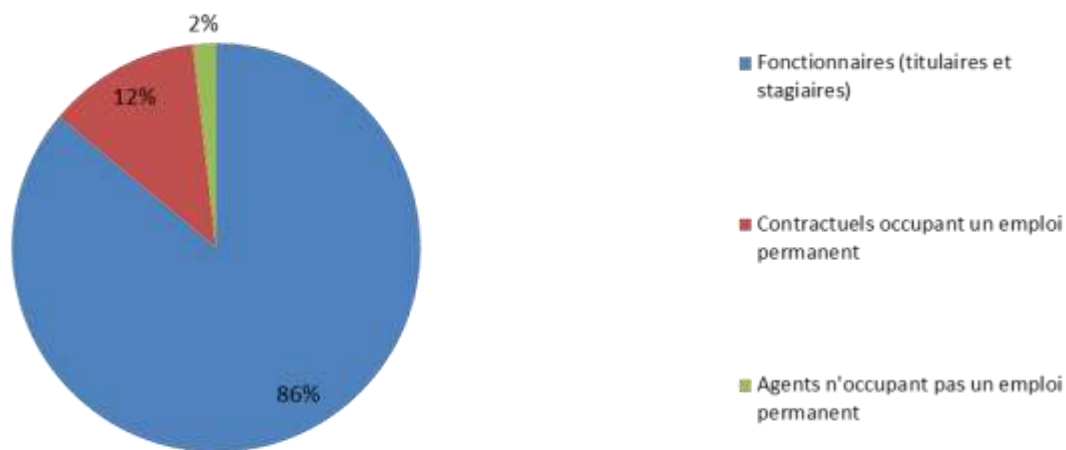
A cet effectif il convient de rajouter environ une 50<sup>ème</sup> d'agents contractuels en CDD pour remplacements d'agents absents ou pour surcroûts d'activités.



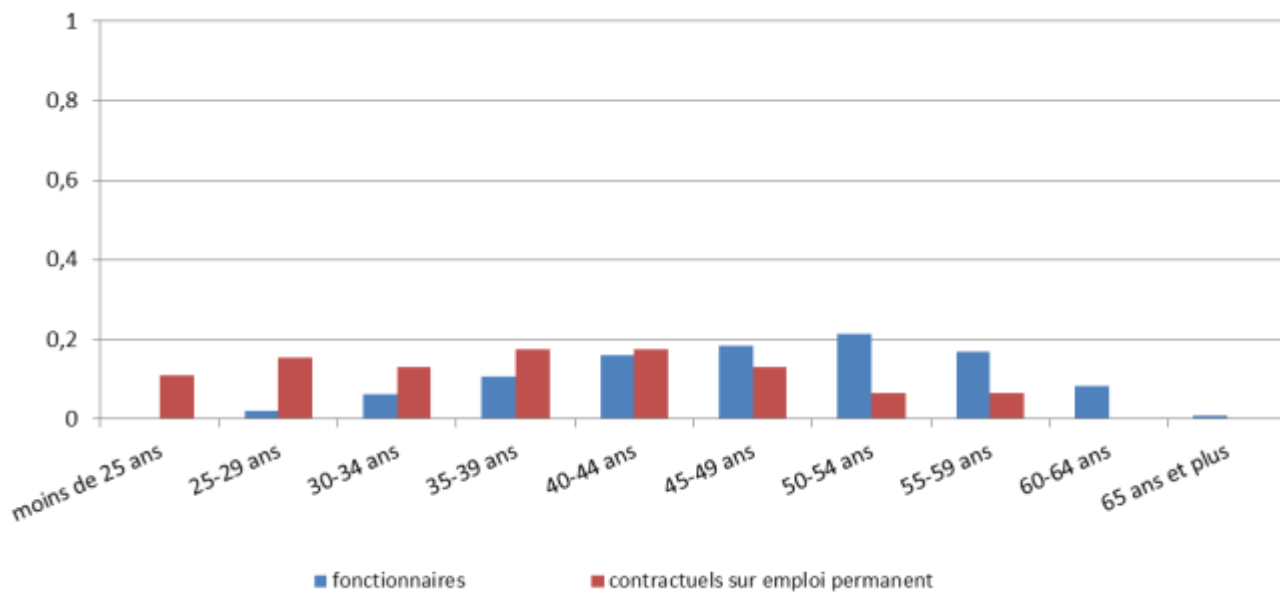
L'évolution structurelle des effectifs : on peut déjà constater depuis 3 ans, que le pyramidage catégoriel de la collectivité s'est amélioré.

Au plan national, la répartition moyenne est la suivante : A 9 %, B 14 % et C 76 % :

Agents en position d'activité (tous statuts)

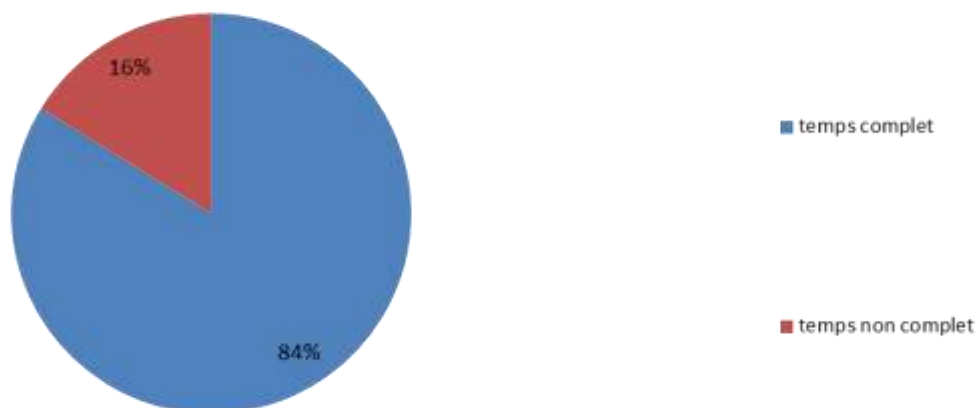


Répartition par classe d'âge et par statut





## Répartition des fonctionnaires par modalité d'exercice du temps partiel



Pour 2019,

- Préserver cette répartition catégorielle et poursuivre son évolution.
- Renforcer l'effectif de la police municipale (recrutement de policier et d'ASVP). Depuis 2015, l'effectif des policiers municipaux est passé de 22 à 27 agents.
- maintien d'un service lié aux rythmes scolaires et de l'effectif auprès des enfants (multi accueil et ATSEM).
- réflexion permanente sur les remplacements non systématique après un départ en retraite.

## 2° Dépenses de personnel

Traitements de l'année 2018 :

|                        | Réalisée 2018  |
|------------------------|----------------|
| Traitement de base     | 7 322 439,85 € |
| Nbi                    | 97 151,31 €    |
| Heures supplémentaires | 216810,29 €    |
| sft                    | 85 271,91 €    |
| Primes et indemnités   | 2 003 635,72 € |
| Charges patronales     | 3 743 261,94 € |
| Avantages en nature    | 46 185,21 €    |

Prévisionnel 2019 :

Pour 2019 au chapitre 012 est prévu : 13 940 000 € (soit environ 233 000 €)

Variation des entrées et sorties :

- recrutements 2019 moins départs en retraite 2019 et recrutements en cours d'année 2018 moins départs en cours d'année 2018 ayant un impact sur l'année pleine suivante : + 187 000 €.
- Dépenses supplémentaires liées à l'organisation des élections européennes : + 9 000 €
- Commission administrative paritaire et reclassement (PPCR) : + 40 000 €

### 3 ° Durée effective du travail

Un protocole sur l'aménagement et la réduction du temps de travail (décembre 2001) a fixé (sur les bases d'un acquis fondé sur la délibération du 23 juin 1983 et celle du 29 novembre 2000) le temps de travail à la ville de Sorgues :

|                                 |        |
|---------------------------------|--------|
|                                 |        |
| Nombre de jours annuels         | 365    |
| Repos hebdomadaires (jours)     | 104    |
| Jours fériés (base)             | 9      |
| Total repos                     | 113    |
| Reste                           | 252    |
| Droit au congé (jours)          | 35     |
| Reste jours de travail effectif | 217    |
| Heures effectives               | 1519 h |